

NAISSANCE D'UN COURANT GAUCHE DANS LE P.C. ITALIEN (p. 5)
LA CLÉ DE LA SITUATION EST DE NOUVEAU EN ALLEMAGNE (p. 8)

Pages 6 et 7

**A L'ACTION CONTRE LA
 SALE GUERRE
 EN ALGERIE**

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

LA BOURGEOISIE N'ARRIVE PLUS A GOUVERNER

L'absence de politique de **FRONT UNIQUE** des directions ouvrières
POUR UN GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.
EMPÊCHE LES TRAVAILLEURS DE LE BALAYER

LA chute de Mendès-France n'a pas seulement ouvert une nouvelle crise gouvernementale. Elle a mis à nu la crise profonde du régime bourgeois — et malheureusement, en même temps, la couardise des directions ouvrières, leur impotence à transformer cette crise en débacle.

C'est vrai que les bas appétits de députés ministrables ont joué pour amener cette chute. Mais ce serait accepter les explications de la presse bourgeoise qui ne veut pas que les travailleurs y voient clairs, que de s'en contenter. Les contradictions de ce parlement ingouvernable reflètent les contradictions de la bourgeoisie incapable de continuer à gouverner comme auparavant.

Le grand capital pour retrouver une force nouvelle dans la concurrence internationale diploma-

par **J. PRIVAS**

tique et surtout économique, veut réformer l'appareil de production vétuste et délabré. C'est à Mendès-France qu'il a confié la tâche de « rajouter », « décentraliser », « spécialiser » la production. En clair : essayer de répartir le revenu national, d'éliminer les plus faibles au profit des plus « aptes », de racler davantage tout le pays afin de fournir des fonds à la grande industrie pour sa modernisation. Pour cela Mendès-France devait surexploiter les travailleurs d'une part, et limiter les profits de certaines couches de la bourgeoisie d'autre part. Mais attaquer de front le mouvement ouvrier était et est impossible : il est trop puissant malgré son calme et sa division (comme l'a montré Août 53) et le capital n'a aucune organisation de

(SUITE PAGE 3.)

Des lecteurs nous ont fait remarquer que notre journal paraissant le 20, ne se trouvait dans les kiosques que la dernière semaine du mois de sa parution.

A partir de ce numéro daté de Mars « LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS » paraîtra :

LE 1^{er} VENDREDI DE CHAQUE MOIS

CRISE DE DIRECTION DE LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

(Déclaration du Secrétariat International de la IV^e Internationale sur la démission de Malenkov)

LA démission spectaculaire de Malenkov de la Présidence du Conseil des Ministres de l'U.R.S.S. marque une nouvelle étape importante dans la crise chronique dont souffre la direction de la bureaucratie soviétique.

Cette crise qui sévissait déjà du vivant de Staline fut particulièrement aggravée à l'approche de sa mort, comme il apparut clairement à l'annonce du « complot des médecins » survenant immédiatement après le 19^e Congrès du Parti Communiste qui fut en apparence une grandiose manifestation de solidité et de l'homogénéité du régime stalinien.

Le « complot des médecins » était l'annonceur d'une gigantesque épuration sanglante qui devait déferler sur toutes les sphères de la bureaucratie soviétique, répétant sinon dépassant les horreurs de la période 1936-38 et des grands procès de Moscou.

Seule la mort de Staline, accidentelle ou fortuitement, aidée par ceux qui étaient directement ou indirectement menacés par le « complot des médecins », a empêché la nouvelle hécatombe. Sa mort cependant fit disparaître la véritable tête bonapartiste de la direction de la bureaucratie soviétique, celle qui assurait, certes à sa manière, l'équilibre entre les différentes fractions de la bureaucratie, maintenant une certaine cohésion entre elles et jouissait d'un prestige nécessaire et utile à l'ensemble de la bureaucratie.

Ses successeurs « collectifs » se sont trouvés au moment même de sa mort devant une tâche écrasante : colmater la brèche ouverte dans la cuirasse de la bureaucratie par la disparition de son chef sans que cela tourne au renversement du régime politique de la bureaucratie par l'entrée en action des masses soviétiques.

Sachant bien à quel point le règne de Staline était haï par les masses, et aussi par de larges couches de la bureaucratie elle-même, qui vivaient dans la terreur policière, les successeurs de Staline ont voulu s'engager tout d'abord dans

une politique d'apaisement intérieur et extérieur afin de mieux asseoir leur pouvoir. Pris entre des pressions contradictoires exacerbées par la mort même de Staline, pressions des masses soviétiques, des différentes couches de la bureaucratie soviétique, des masses internationales, de l'impérialisme, ils se sont tout d'abord efforcés de se présenter comme une « direction collective » s'appliquant à réparer quelques-unes des plus oriantes monstruosité et absurdités du règne de Staline : l'omnipotence et la terreur policières; le très long retard à élever de façon substantielle le niveau de vie des masses — provenant entre autre de la très longue négligence de l'industrie légère et de l'agriculture par rapport à l'industrie lourde; la stérilisation sous un strict contrôle bureaucratique et policier de la vie artistique, littéraire et même scientifique; les rapports rigides, explosifs établis avec les pays satellites et les Partis communistes.

Mais ces intentions qui furent confirmées par la dénonciation de la police comme étant responsable du « complot des médecins »; par l'accent mis sur le « bien-être » des masses; par les efforts pour relever la production de biens de consommation et de l'agriculture; par une certaine libéralisation dans le domaine des arts et des sciences, par les nouveaux rapports établis avec la Yougoslavie, etc. ont été à double tranchant : SI ELLES ELARGISSAIENT LES ASSISES DE MASSE DU POUVOIR DE LA NOUVELLE DIRECTION « COLLECTIVE », CE N'ÉTAIT QUE DANS LA MESURE OU ELLES PARAISSENT POUR LES MASSES COMME UN SIMPLE COMMENCEMENT QUI DEVAIT ÊTRE POUSSÉ PLUS LOIN ET A FOND.

Un tel processus équivaldrait dans ce cas pratiquement au renversement complet du régime politique de la bureaucratie soviétique et au retour à un contrôle et à une gestion de l'Etat et de l'économie par les masses soviétiques, démocratiquement organisées dans les soviets, les syndicats, le parti ou les partis soviétiques.

(Suite en dernière page.)

la pression des travailleurs a contraint les directions du P.C.F. et du P.S. au Front Unique

La Section Bolivienne de la IV^e Internationale, vient de tenir une importante conférence nationale.

Malgré la répression gouvernementale qui frappe depuis plusieurs mois nos camarades boliviens, 43 délégués, représentant tous les Comités Régionaux et locaux du Parti se sont réunis au début de ce mois.

Parmi eux, une majorité absolue de 30 délégués ouvriers et paysans, les autres représentant des milieux universitaires, artisanaux et d'employés.

La Conférence fut un succès politique et organisationnel complet. Elle a permis de clarifier la situation intérieure du Parti et de le réarmer puissamment aussi bien sur le plan politique qu'organisationnel. Ses travaux se sont poursuivis durant trois jours dans un grand enthousiasme.

Elle a élu un nouveau Comité Central de 25 membres titulaires et de 4 suppléants, ainsi qu'un Bureau Politique de 7 membres.

Le camarade Hugo Gonzalez Moscoso, Secrétaire de la Fédération Nationale des Employés de Bolivie, fut désigné comme Secrétaire Général du Parti.

Parmi les membres aussi bien du C.C. que du Bureau Politique, figurent des militants ouvriers et paysans très connus, mineurs de Llallagua, de Potosi, d'Oruro, leaders paysans de Cochabamba, universitaires, artisans, employés et ouvriers de La Paz.

La presse bourgeoise a consacré de nombreux commentaires à la Conférence du POR et certains journaux ont publié in extenso le communiqué sur ses travaux.

Au lendemain du 6 février, malgré les faiblesses et les divisions, la classe ouvrière française se dresse contre le fascisme. Ses organisations, d'abord surprises par le coup de force, se ressaisissent.

Le 6 février, la direction du Parti socialiste appelle à une « mobilisation du Parti ». « Préparez-vous, dit-elle, à défendre vos organisations. » Mais aucun mot d'ordre d'action n'est donné. Il suffit de compter sur « la décision et le sang-froid » des « militants responsables ». Le même jour cependant, les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise, où le courant pour l'unité d'action est particulièrement fort, demandent au Parti communiste une entrevue « afin de fixer les bases d'un accord loyal et de réaliser l'unité d'action des travailleurs »... « Prière de nous répondre au plus tôt, ajoutent-elles : nous nous tiendrons dans nos permanences jusqu'à minuit. » En l'absence de réponse, peu après minuit, une délégation se présente à « l'Humanité ». Cette seconde démarche n'obtient pas plus d'écho.

« L'Humanité » du 8 fait état des propositions socialistes, mais sa réponse est une violente attaque contre les dirigeants de la S.F.I.O. « Nous sommes prêts, écrit « l'Humanité », à nous battre avec tous

lice et les militants communistes, notamment aux abords des postes de police et des barricades dressées par les travailleurs. « Les manifestants, écrit le « Populaire » du lendemain, firent preuve durant toute la soirée d'un courage et d'une énergie admirable. » Le sang ouvrier a coulé : six morts dans les rangs des travailleurs.

Le 12 a lieu la grève générale décidée par la C.G.T. « contre les menaces du fascisme et pour la défense des libertés politiques ». La C.G.T.U. s'est ralliée au mouvement. Le succès de la grève dépasse les espoirs des plus optimistes. La Préfecture de Police doit reconnaître que sur 31.000 travailleurs des P.T.T., 30.000 ont cessé le travail. A Paris, les journaux n'ont pas paru. Pas de théâtres le soir. Le matin, peu d'autobus et de trams sont en circulation; le métro roule à service réduit. L'après-midi les moyens de transport font presque complètement défaut. Dans les manufactures de l'Etat, grève totale. Grève presque totale dans les services actifs des Douanes. Pourcentages élevés aux Contributions indirectes. Au Gaz, la grève est presque générale ainsi qu'aux usines des Eaux. 3.000 grévistes aux abattoirs. Les chantiers du bâtiment sont presque partout dé-

Voici le récit de cet épisode décisif qui prépara Juin 36, extrait du livre "Juin 36" de Jacques DANOS et Marcel GIBELIN.

eux qui veulent réellement lutter contre le fascisme. Mais comment réaliser l'unité d'action avec ceux qui soutiennent les gouvernements lorsqu'ils diminuent les salaires ? Avec ceux qui torpillent les grèves ? Avec ceux qui abandonnent le terrain de classe pour collaborer à la défense du régime capitaliste et qui préparent, en France comme en Allemagne, le lit du fascisme ? » Les travailleurs socialistes sont appelés à se joindre à la manifestation qu'organise, le 9, le Parti communiste. Cette tactique sectaire qui tend à séparer les ouvriers socialistes jugés sincères de leurs chefs qualifiés de traîtres est vouée nécessairement à l'échec ; il paraît absurde de vouloir mobiliser les ouvriers socialistes contre les bandes fascistes en les opposant à leur parti au moment où les chefs de la S.F.I.O. affirment leur volonté de combattre.

Tous les observateurs sont unanimes à reconnaître que les dirigeants de la C.G.T. n'avaient guère pris un sérieux l'agitation des ligues. A partir du 6 février, il en est autrement. Le 7 au matin, la Commission administrative décide le principe d'une grève générale de 24 heures, fixée au lundi 12 février.

Le 7 au soir, se rencontrent des représentants de la C.G.T., du Parti socialiste et de différentes organisations de gauche. Il est constitué un comité de coordination qui réunit la Ligue des droits de l'homme, la C.G.T., la S.F.I.O., les partis formés par les exclus ou démissionnaires « néo-socialistes », Parti socialiste français, Parti socialiste de France, parti républicain socialiste, ainsi que l'Union anarchiste, le P.U.P. (Parti de l'Unité prolétarienne), la Fédération ouvrière et paysanne, la Chambre consultative des associations ouvrières de production, Inormé par la C.G.T. de l'ordre de grève générale, le Parti socialiste décide de préparer pour le 12 février une importante manifestation.

En province, les organisations ouvrières sont alertées. Dans un certain nombre de localités, spontanément, on prépare, pour le cas où l'agitation fasciste reprendrait, une marche sur Paris.

Le 9 au soir, se déroule la manifestation organisée par le Parti communiste. Les principaux mots d'ordre mis en avant par celui-ci sont : « Arrestation immédiate de Chiappe et des chefs des ligues fascistes ! Défense des salaires et traitements ! A bas l'union nationale réactionnaire et fasciste préparée par le Parti radical et le Parti socialiste ! Vive le gouvernement ouvrier et paysan ! »

Tout le quartier de la République où doit se dérouler la manifestation est mis en état de siège. De sept heures du soir à minuit, le secteur Est de Paris voit se livrer de violents combats entre la po-

serts. Dans la métallurgie, les résultats sont inégaux : chez Citroën on chôme à 85 % le matin à l'usine de Javel, à 75 % à Gutenberg, à 80 % à Levallois. L'après-midi, la grève est presque totale. Par contre, chez Renault, à peine un quart du personnel est en grève. La C.G.T. estime à un million le nombre des travailleurs de la région parisienne ayant répondu à son appel. En province, le mouvement a le même ampleur. Dans presque toutes les grandes villes, le pourcentage des grévistes est important. De puissantes démonstrations parcourent les rues. A Marseille, 100.000 manifestants ; à Toulon, Périgueux, Toulouse, Montluçon, Saint-Etienne, Rouen, Bordeaux, les manifestations rassemblent une foule considérable. A Alger un grand nombre de travailleurs indigènes participent au cortège qui groupe 20.000 personnes. Une estimation d'ensemble donne un total de 4 millions et demi de grévistes, un million participants aux manifestations.

A Paris, l'après-midi, se déroule la manifestation organisée par le Parti socialiste. La veille, le Parti communiste a décidé d'y participer. C'est un moment inoubliable que celui où, aux cris de « Unité ! l'Unité ! », les deux cortèges se rejoignent pour ensuite avancer en rangs serrés sur toute la largeur du cours de Vincennes. Pour la première fois depuis des années, travailleurs socialistes et communistes défilent côte à côte. « Journée inoubliable, écrit « l'Humanité » du lendemain, telle que la vieille place du Trône n'en avait pas vu depuis trente-quatre ans, mais qui a, de loin, et par l'ampleur de la manifestation ouvrière, et par l'ardeur révolutionnaire des masses éclipsé l'autre, celle du triomphe de la République. » La presse réactionnaire elle-même signale l'ampleur et le « calme véritablement impressionnant » du défilé. Il n'y a pas ou peu d'incidents. Par contre, pendant ce temps, à Boulogne-Billancourt, depuis midi, de violentes bagarres opposent les travailleurs à la police. Il y a de nombreux blessés et encore un mort parmi les travailleurs.

Mais le sang des martyrs contribue à resserrer les rangs ouvriers : les fédérations socialistes de la Seine et de Seine-et-Oise participent le 17, aux obsèques des ouvriers communistes tombés le 9 et les jours suivants.

L'enthousiasme soulevé par le Front Unique des deux Partis ouvriers entraînera dans l'action révolutionnaire des masses infiniment plus larges que celles influencées par ces deux Partis. Aujourd'hui encore l'exemple de Février 34 reste la voie de la victoire des travailleurs.

Les organisations Ouvrières et Démocratiques doivent s'unir pour faire CESSER LES SCANDALEUSES POURSUITES CONTRE GILLES MARTINET

SOUSCRIPTION

Liste 6117 : 3.200 — Vente local : 730 — L.R. : 400. — Liste 9312 : 4.460. — Liste 2145 : 1.560 — 2 sympathisants : 500 — Liste 1544 : 4.800 — Sal. : 400 — Liste 1825 : 930 — Liste 1426 : 2.820 — B.C. : 300 — R.L. : 450.

TOTAL : 20.550 Frs.

Commandez au SEL le livre de Jacques DANOS et Marcel GIBELIN " JUIN 36 "

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. 30 à 19 h. 30 le samedi, toute l'après-midi

La BOURGEOISIE N'ARRIVE PLUS à GOUVERNER

FRONT UNIQUE des PARTIS OUVRIERS pour un GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S.

masse capable de l'attaquer dans la rue et dans ses organisations.

Quant au parlement bourgeois il est composé en majorité de groupes qui défendent le capitalisme EN MEME TEMPS qu'ils défendent une couche particulière de capitalistes. C'est la démocratie bourgeoise : le droit pour chacun de défendre et d'accroître librement sa part du gâteau. Tant que le capitalisme français tirait assez d'or de l'exploitation de « ses » colonies et de « son » prolétariat, le système fonctionnait. Mais aujourd'hui le grand capital doit rogner les parts et Mendès-France s'est trouvé en face de « betteraviers », « d'alcooliers », de gros colons d'Afrique du Nord, etc.,

L'astuce de Mendès-France a consisté à ne pas attaquer d'abord le mouvement ouvrier de front mais au contraire d'y trouver un soutien. Cet homme du grand capital se fit transférer l'auréole de la paix lorsque ce grand capital subissait le désastre de Dien-Bien-Phu. Il s'attribua un « style gauche » en s'attaquant quelque peu aux betteraviers, aux marchands d'alcool, aux gros colons, mais ceci au profit du grand capital le plus anti-ouvrier. Il réussit ce tour de passe passe avant toute parce que les dirigeants ouvriers firent semblant de ne pas voir que les cartes étaient biseautéées. Ils volèrent au secours du capitalisme français à demi k.o. à Dien-Bien-Phu et votèrent pour Mendès-France. Les socialistes par vocation de « gérants loyaux » les communistes espérant que pour avoir leurs voix Mendès-France leur sacrifierait l'alliance atlantique et le réarmement allemand. En même temps les parlementaires bourgeois épouventés par Dien-Bien-Phu et le souvenir d'août 53 votèrent pour « l'homme de la paix en Indochine ».

Ils acceptèrent le repli d'Asie sur l'Afrique, ils acceptèrent les plans économiques, ils acceptèrent l'idée de concession en Afrique du Nord, ils auraient accepté le diable tant ils avaient peur que la classe ouvrière en France et les peuples d'Afrique du Nord ne transformant la défaite au Viet-Nam en une débacle générale. Mendès-France l'homme de gauche (!) semblait pouvoir constituer une digue, ils votèrent pour Mendès-France.

Mais des deux côté Mendès-France perdit bientôt tout ce qui avait fait sa force. Malgré toute son astuce il ne pouvait pas ne pas réaliser un point essentiel de la politique du capitalisme mondial : le réarmement de l'impérialisme allemand. Il y perdit l'appui du P.C.F. et de certains députés bourgeois.

Il perdit aussi l'appui de la droite du parlement car celle-ci avait l'heureuse surprise de voir la classe ouvrière désorientée, désarmée par la politique de ses directions et le soutien à Mendès-France lorsque celui-ci voulait appliquer sa politique économique, lorsqu'il voulait diminuer quelque peu le pouvoir des gros colons, les députés lui dirent : nous n'avons plus besoin de toi. Il est stupide de dire comme le fait « l'Humanité » que c'est la pression des masses qui a renversé Mendès-France. Il serait plus juste de dire que c'est la division, la désorientation introduite par la politique des directions ouvrières qui en rassurant la bourgeoisie l'amena à se diviser à nouveau.

Mendès-France n'avait ni un parlement acceptant sa politique ni une base de masse extraparlamentaire capable de l'imposer à ce parlement. Il essaya de s'en sortir par des discours à la radio et les classiques distributions de portefeuilles, de postes, de grades et de décorations. Les intérêts en jeu sont trop grands pour être satisfait par des moyens aussi petits !

**

AUJOURD'HUI après Pinay, Pflimlin, Pineau, Ed. Faure est sur la sellette.

Et toutes les contradictions de la bourgeoisie se heurtent à nouveau. Rien n'est réglé; s'appuyer à gauche nécessite d'avoir les voix du P.C.F.

mais pour cela il faut rompre avec la politique américaine. S'appuyer à droite risque de rompre la demi trêve en Afrique du Nord et de perdre les voix socialistes pour ratifier les accords de Paris. Continuer la ligne Mendès-France de « réformes » au profit du grand capital c'est n'avoir ni les voix du P.C.F. ni les voix des betteraviers et des colons.

Attendre les élections, bouger le moins possible ne pas provoquer d'explosions ni en Afrique du Nord, ni dans les entreprises, reste la seule solution d'une classe qui ne peut plus gouverner comme par le passé. Les appétits se heurtent et se déchirent, mais une fois la sainte trouille passée, aucun équilibre durable n'arrive à se constituer.

Une nouvelle « gauche » de Mauriac à Malraux essaye de se constituer pour reprendre et mener à bien le plan Mendès-France en lui gagnant une base de masse et un parlement gouvernable. Mais même cela ne changera rien aux grandes forces qui empêchent la bourgeoisie française de retrouver la santé : la classe ouvrière ne se laissera pas prendre par les batteurs « de gauche » les peuples colonisés ne se contenteront pas de réformes limitées par des tirs de mitrailleuses, les prix mondiaux n'obéissent pas aux besoins des trusts français, et les mesures de préparations à la guerre sont décidées ailleurs qu'à Paris. La crise, les halètements, les soubresauts de la bourgeoisie française continueront. **MAIS AUSSI MALADE QU'ELLE SOIT UNE CLASSE NE SE SUICIDE PAS. SA CRISE NE SERA UNE AGONIE QUE SI LA CLASSE OUVRIERE L'ACHEVE.**

**

L'INSTINCT des travailleurs peut leur faire sentir toute la faiblesse de leur ennemi de classe, il peut les pousser à se dresser spontanément pour profiter de ses déchirements et des crises gouvernementales à répétition. Mais il faudrait pour cela un grand sursaut des masses exploitées passant par-dessus la politique de leurs dirigeants. Car ceux-ci ne font rien pour y aider.

Ils font tout pour désorienter la seule classe capable d'apporter une solution en instaurant un nouveau pouvoir.

Ni la S.F.I.O. ni le P.C.F. ne lancent les paroles de dégoût et de révolte que les travailleurs qui veulent que « ça change » attendent dans l'anxiété.

Le Parti Socialiste est si anxieux de trouver une solution à la crise de la bourgeoisie, qu'il fait même fi de ses intérêts propagandistes et électoraux et accepte qu'un Pineau essaye de trouver une solution acceptable par les radicaux et le M.R.P. !

Le P.C.F. au lieu de dire à Pineau : « constituons ensemble un gouvernement des travailleurs pour chasser les capitalistes du pouvoir », s'engage à « soutenir dans le pays et au parlement » un gouvernement qui changerait de politique extérieure.

Le plus grand parti ouvrier désoriente les travailleurs et les paralyse, y compris ses propres militants en renversant tout, la tête en bas. Au lieu de dire : la bourgeoisie au pouvoir ne peut que diriger en surexploitant, en spoliant en préparant la guerre, si on veut changer la situation des travailleurs ET la politique extérieure il faut la renverser, il dit : pour changer la situation sociale il faut changer la politique extérieure ! Ce n'est pas un changement de politique extérieure de la classe au pouvoir qui est un besoin vital, c'est un changement de la classe au pouvoir. Ce n'est pas le changement diplomatique qui conditionne la situation sociale, c'est une solution sociale qui conditionne et la politique extérieure et la situation des travailleurs. Au lieu de cela Fajon, au nom du P.C.F., développe à la tribune sous tous les angles l'idée suivante :

« C'est la conviction des travailleurs et des autres français, chaque jour plus nombreux, qui se rallient au point de vue soutenu, depuis des années par les communistes, à savoir qu'un changement profond et durable de la situation sociale est conditionné par la modification de notre politique extérieure. »

L'expérience récente de Mendès-France ne fait que confirmer celles qui accompagnent le pacte de l'U.R.S.S. avec Laval en 35, avec Hitler en 39, avec de Gaulle en 45. La bourgeoisie ainsi laissée au pouvoir parcequ'elle a une « bonne » politique extérieure, ses hommes soutenus par les votes du P.C.F., puisent dans ce soutien un regain de force pour se tourner contre les travailleurs, contre les peuples asservis, puis contre l'U.R.S.S.

CE QU'IL FAUT AUJOURD'HUI, CE N'EST PAS APPELER LES MASSES A FAIRE PRESSION SUR LA BOURGEOISIE POUR QU'ELLE CHANGE DE DIPLOMATIE. - APPEL D'AILLEURS SANS REPONSE POSSIBLE - C'EST APPELER LES MASSES A PROFITER DE LA CRISE DE LA BOURGEOISIE POUR LA BALAYER.

Et d'abord il faut rendre réelle la force potentielle de la classe ouvrière en reconstituant son unité d'action.

C'est vrai que la direction du P.S. est contre. C'est vrai qu'il faut être « unitaire pour deux » mais cette formule ne peut avoir qu'une signification :

PROPOSER DEUX FOIS PLUS SOUVENT, DEUX FOIS PLUS FORT LE FRONT UNIQUE A CETTE DIRECTION SOCIALISTE A QUI DES TRAVAILLEURS FONT ENCORE CONFIANCE. IL FAUT LA METTRE DEUX FOIS PLUS VIGOUREUSEMENT AU PIED DU MUR.

L'HUMANITE ne cesse de répéter que c'est la pression des masses qui a modifié le vote des députés bourgeois. Comment ne pas être sûr que cette pression se fera sentir cent fois plus fort sur des dirigeants dont la base est constituée de travailleurs, comme l'est le cas des dirigeants socialistes.

● EN LEUR PROPOSANT UN PROGRAMME DE GOUVERNEMENT CLAIREMENT ANTI-CAPITALISTE, D'EXPROPRIATION DES TRUSTS ET DES BANQUES AU PROFIT DU PEUPLE TRAVAILLEUR.

● EN DISANT CLAIREMENT QUE LE GOUVERNEMENT P.C.F.-P.S. SE RETIRERA DE TOUS LES PACTES MILITAIRES, OFFRIRA LA PAIX ET L'INDEPENDANCE A TOUS LES GOUVERNEMENTS ET A TOUS LES PEUPLES; LAISSERA LE PEUPLE DE CE PAYS DECIDER DEMOCRATIQUEMENT DE SON ORIENTATION, EN DEHORS DES COMBINES DIPLOMATIQUES ET DES TRAITES SECRETS (RETIRANT AINSI AUX SOCIALISTES L'ARGUMENT SELON LEQUEL ILS NE VEULENT PAS REMPLACER LA SOUMISSION A WASHINGTON PAR LA SOUMISSION A MOSCOU).

● EN FAISANT UNE GRANDE CAMPAGNE DE PROPOSITION DE FRONT UNIQUE AU P.S. POUR UN TEL GOUVERNEMENT.

Le P.C.F. soulèverait l'enthousiasme des masses et obligerait les chefs socialistes à se soumettre où à se démettre. La classe ouvrière entraînerait dans son combat la petite bourgeoisie qui, la voyant divisée et désorientée suit aujourd'hui des démagogues à la Poujade.

MAIS comment soulever l'enthousiasme des travailleurs en mettant le P.S. dans le même sac que le R.P.F. et en offrant comme perspective un gouvernement d'exploiteurs transitoirement neutralistes à la place d'un gouvernement d'exploiteurs américains ?

Fajon à raison de dire qu'un gouvernement soutenu par les masses serait invulnérable. Aucun gouvernement ne le sera autant que celui de leurs partis, qui agira en leur faveur et sous leur contrôle !

Un tel changement de cours des partis ouvriers est la clé de la situation française. Nul doute que dans leur sein les militants l'exigeront comme l'exigent déjà les ouvriers du Labour Party en Angleterre, ceux du Parti Communiste Belge et ceux du Parti Communiste Italien.

J. PRIVAS

RÉAFFIRMER L'UTOPIE RESTE TOUJOURS L'UTOPIE

ou le dernier Comité Central du P.C.F.

Le Comité Central du P.C.F. s'est réuni à la fin du mois de janvier... Le rapport de Jacques Duclos, le discours de clôture de Maurice Thorez constituent, avec l'article de Marcel Servin (« France Nouvelle »), qui voulait répondre à Claude Bourdet, trois textes sur lesquels nous pouvons juger l'orientation actuelle de ce parti.

PAS DE GRAND CHANGEMENT A LA SESSION DU COMITÉ CENTRAL DE FIN JANVIER.

Devant les membres du Comité Central, Jacques Duclos et Maurice Thorez ont insisté sur la nécessité d'organiser la lutte revendicative parallèlement à la lutte contre les préparatifs de guerre. C'est une position correcte. Cette question est traitée d'ailleurs dans un article du présent numéro. Cependant cette session du Comité Central se place dans la ligne des sessions antérieures. Rien de nouveau sur la question du Front Unique de la classe ouvrière, rien de nouveau dans la tactique de la lutte contre les préparatifs de guerre. Il s'agit toujours et seulement d'organiser des délégations, cette fois-ci en direction du Palais du Luxembourg. C'est la nouvelle forme de l'union avec tous les « bons Français », considérés comme ligne politique efficace. Cependant, les derniers événements devraient avoir servi d'enseignement à la direction du P.C.F. : ratification des accords de Paris par l'Assemblée Nationale, crise ministérielle qui se déroule sans l'intervention des travailleurs.

LES RAISONS DE L'INEFFICACITÉ DE L'ACTION DU P.C.F.

Il est vrai que les dirigeants socialistes n'ont pas manqué une occasion d'élargir le fossé entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste Français. Il est vrai qu'ils ont voté, pour la plupart, les accords de Paris ; qu'ils se sont refusés par leur position à l'Assemblée Nationale à créer dans le pays les conditions favorables à la satisfaction des revendications des travailleurs. Il ne s'agit pas de passer sous silence la position absolument scandaleuse des chefs de la S.F.I.O. sur de nombreuses questions intéressant la classe ouvrière et la lutte contre la guerre. Mais le P.C.F. porte une lourde responsabilité dans le fait que le Front Unique P.C.F.-P.S. n'est pas réalisé. Claude Bourdet, sans être un marxiste, a soulevé la question du rapport de ces deux partis ouvriers. Marcel Servin, qui s'évertue dans « France Nouvelle » à justifier la politique poursuivie par son parti ces dernières années, ne lui répond pas véritablement. D'ailleurs, Jacques Duclos, au Comité Central, ne fait pas allusion à cette polémique (c'est trop dangereux !).

Le Parti Communiste Français compte plusieurs centaines de milliers d'adhérents ; les grandes organisations de masse sont dirigées par des hommes et des femmes qui sont des militants de ce Parti qui recueille plus de 5.000.000 de voix aux élections. Une organisation de cette puissance, liée comme elle l'est aux couches les plus combattives de la classe ouvrière, doit pouvoir, par son attitude, influencer les organisations ouvrières moins importantes.

Malgré les dénégations de Jeannette Veersmersch (cf. le numéro précédent de la « Vérité des Travailleurs »), la tactique du Front Unique, tel que l'envisage le P.C.F., revient en réalité à un débâchage individuel de militants socialistes. C'est inefficace. De nombreux militants du P.C.F. reçoivent en réponse à leurs propositions des déclarations de militants socialistes : nous sommes disciplinés et quels que soient nos sentiments, nous ne pouvons, à l'heure actuelle, envisager que la lutte à l'intérieur de notre Parti pour imposer une autre politique plus unitaire.

CE QUE DEVRAIT DIRE LE P.C.F.

Si des propositions avaient été faites et étaient faites à tous les échelons du Parti Socialiste, les militants socialistes seraient convaincus que le P.C.F. ne veut pas se livrer à une entreprise de débâchage. Le P.C.F. ne devrait pas manquer une occasion de proposer l'unité de Parti à Parti, sur les revendications par exemple, pour créer des conditions favorables à l'élargissement du Front Unique à d'autres questions. Mais il devrait faire plus pour rendre plus certain la réalisation du Front Unique.

Il est tout à fait vrai que ce sont sur les questions de politique extérieure que les deux Partis sont les plus divisés. Maurice Thorez, devant le Comité Central, dit qu'il faut avant tout changer la politique extérieure du pays. Mais, parlant ainsi, il envisage l'union avec une fraction de la bourgeoisie. En France, aucun gouvernement bourgeois n'est capable ni ne le souhaiterait véritable-

ment (1). Et, pour répondre à Marcel Servin, si la situation n'est pas la même en 1955, qu'en 1936, en 1955 comme en 1936, seule une politique de classe contre la bourgeoisie peut être efficace dans la lutte contre la guerre comme dans la lutte pour les revendications. Ce n'est qu'avec les socialistes qu'il est possible de changer la politique et le régime du pays. Il faut proposer, par conséquent, au parti socialiste une plate-forme de politique extérieure que les militants socialistes puissent accepter. Il s'agit là sans doute d'un compromis, mais pas du compromis pourri qui ne mène à rien, avec les « bons Français ». Ce compromis serait fructueux. Il est certes difficile de traduire en un mot d'ordre concis une plate-forme de politique extérieure qui pourrait être commune entre le P.C.F. et le P.S. Le P.C.F. devrait dire qu'il propose au Parti Socialiste d'organiser dans le pays le Front Unique pour un gouvernement qui n'entrerait dans aucune coalition militaire. En effet, les hésitations de nombreux militants socialistes, même parmi les plus unitaires, viennent de ce qu'ils craignent que la rupture de la coalition militaire atlantique et occidentale ne soit suivie de l'entrée de la France dans une autre coalition militaire groupant l'U.R.S.S., les Démocraties populaires, avec toutes les obligations qui en découlent. Cela ne signifierait pas que le P.C.F. abandonnerait sa propagande dans le pays pour la défense de l'U.R.S.S., des Démocraties populaires, de la République Populaire Chinoise, de la République populaire du Vietnam qui sont des conquêtes ouvrières. Mais un Pacte de Front Unique lierait le comportement des ministres des deux partis du gouvernement. Cette orientation aurait dû être décidée depuis longtemps par le P.C.F., et peut-être maintenant le Front Unique serait-il une réalité. Présentement, cette orientation renforcerait l'opposition qui se développe dans le Parti Socialiste, et on pourrait espérer ainsi l'avènement de l'unité de la base au sommet et du sommet à la base.

Quel « pas » en avant ! Quel bouleversement dans les préparatifs de guerre de l'impérialisme ! L'état dans lequel la bourgeoisie essaie d'enfermer l'U.R.S.S., les démocraties populaires, la Chine, la République démocratique du Vietnam, serait desserré.

R. MERLIN.

(1) Après la chute de Mendès-France, l'« Humanité-Dimanche » a fait paraître une déclaration du Bureau Politique : « Le P.C.F. affirme qu'il est prêt à soutenir une politique qui rejeterait le réarmement de l'Allemagne, qui reconnaîtrait les aspirations des peuples coloniaux, qui donnerait satisfaction aux revendications des travailleurs.

Aucun gouvernement bourgeois ne peut appliquer ce programme. Le P.C.F. devrait le dire aux masses et préparer la venue d'un gouvernement de Front Unique des organisations ouvrières.

UNITÉ DE CLASSE POUR LES ÉLECTIONS CANTONALES

Des élections ne peuvent, par elles-mêmes, amener un bouleversement de la situation nationale. Elles sont à même, toutefois, de marquer une étape dans la montée ouvrière, si les partis du prolétariat appliquent une tactique correcte. A l'heure actuelle, où la crise ministérielle vient de montrer une nouvelle fois la faillite de la bourgeoisie, les prochaines élections cantonales pourraient servir au Parti Communiste à définir devant de larges masses une politique de mobilisation ouvrière.

A son Comité Central de janvier 1955, le Parti Communiste Français a consacré un débat spécial aux problèmes soulevés par les élections cantonales. Après un rapport de Wladecq Rochet, rappelant la situation des masses laborieuses en France et la nécessité d'une « action unie » de la classe ouvrière (sans préciser les modalités d'une telle action), une résolution a été adoptée. Citons-en les extraits principaux, fixant les tâches du Parti « Selon les résultats du premier tour, et compte tenu de l'attitude des divers candidats en présence, le Parti envisagera au second tour le désistement de ses candidats en faveur de candidats socialistes, radicaux ou autres qui auront pris nettement et publiquement position contre le réarmement allemand, pour une politique de paix ».

La résolution ajoute qu'il s'agit de battre la réaction. Parfaitement d'accord. Mais cette réaction à un nom, une nature, un visage de classe. Les candidats

Lecœur: Exclusion "temporaire"

La direction du P.C.F. en difficulté ?

La seule information que possèdent les membres du P.C.F. sur le cas Lecœur, c'est la résolution du Comité Central. Ni le rapport d'Auguet sur cette affaire, ni les positions politiques et l'action qu'a pu mener Lecœur au sein du parti pour les faire connaître ne sont connus.

Nous n'insisterons pas sur ce point, car c'est — si on peut dire — chose normale dans le P.C.F. Ce qui l'est beaucoup moins, c'est la peine, ainsi que le ton de la résolution relativement modérée qui frappe Lecœur. Pas d'accusations grossières et infâmes (comme celles employées récemment contre Marty). Avec un aplomb imperturbable, la résolution proclame que, « conformément à une règle constante du parti », on ne frappe Lecœur que d'un an d'exclusion, avec possibilité pour lui de demander à la fin de ce délai sa réintégration. Le seul précédent que nous connaissions d'une telle sentence appliquée à un très haut dirigeant du P.C. et proclamée publiquement, c'est la mesure prise en 1925 contre Souvarine, ex-secrétaire du parti, c'est-à-dire au début de la crise qui frappa l'Internationale communiste. Après quoi, le régime devint de plus en plus brutal — l'exclusion infamante devenant la règle.

Il est visible que la direction du P.C.F. cherche à minimiser l'affaire. Pourquoi ? Ce n'est pas Lecœur par lui-même qui constitue pour elle un danger : il n'avait rien du prestige dont jouissaient Marty et Tillon. Mais on ne peut dissocier son cas de la situation du P.C.F. dans laquelle il se produit. Le malaise à la base est grand. L'affaire Marty en fait n'a convaincu personne. Avec Tillon qui, à un moment donné, garda le silence, on préféra en faire autant. Il ne fallait rien qui puisse servir à un rebondissement de ces affaires.

D'autre part, il est aussi très probable qu'à nouveau mijote une nouvelle crise de direction, tout au moins que des heurts se produisent à nouveau dans le Bureau Politique. Il se pourrait dans ce cas que cela ait abouti pour le moment à une solution mitigée dans la question Lecœur, réservant l'avenir.

Mais l'avenir, en dépit des bureaucrates, ce sera de puissantes crises politiques qui impliqueront l'intervention active de la base pour faire que l'élaboration de la politique ne soit plus le monopole du Bureau Politique ou même de fractions au sein de celui-ci.

de la réaction sont les candidats de la bourgeoisie qui, par delà ses discussions, défend ses intérêts de classe en politique intérieure comme en politique internationale, sur la question coloniale comme sur la question européenne.

Mais ces idées qu'on exprimées à militants communistes dans la tribune de discussion du XII^e congrès sont ignorées de la direction du P.C.F. Alors qu'il faudrait être « unitaires pour deux » et, malgré leur direction, trouver l'audience de tous les militants socialistes en proposant le désistement de classe au 2^e tour, entre communistes et socialistes, le C.C. se prépare à blanchir des candidats réactionnaires qui s'opposent plus ou moins timidement au réarmement allemand.

La tactique que préconise la résolution ne peut que semer le désarroi, augmenter la confusion qu'a déjà créée le soutien à Mendès-France. Bien plus, elle manque du plus élémentaire réalisme et peu nombreux seront les électeurs communistes qui accepteraient de voter au second tour pour les candidats radicaux, indépendants ou « autres », même s'ils sont hostiles aux accords de Paris. Aux élections cantonales comme ailleurs, le mot d'ordre reste : unité de classe du prolétariat, c'est-à-dire Front Unique communiste-socialiste, à l'exclusion de toute autre formation extra-ouvrière.

J. R.

NAISSANCE D'UN COURANT GAUCHE DANS LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Dans notre numéro de janvier, nous avons publié un article de notre correspondant en Belgique sur la crise du Parti Communiste Belge et le renversement de direction qui a eu lieu dans ce Parti. A ce jour, aucun autre journal n'a donné les précisions que nous avons été à même d'apporter à nos lecteurs sur cet événement important de la vie d'un parti stalinien européen. Nous publions aujourd'hui ci-après des extraits d'un article de notre camarade Livio Maitan qui paraîtra in-extenso dans la revue IV^e Internationale, sur la crise du Parti Communiste Italien et le limogeage de Secchia de la direction de ce Parti. Là encore les militants ouvriers qui nous lisent trouveront, sur la base de faits exacts, l'explication marxiste d'une situation qui exprime, aussi

bien en Italie qu'en Belgique ou en France, le profond mûrissement qui s'opère au sein des partis communistes. Ceci détermine dans ces partis autrefois « monolithiques », en même temps qu'une crise de direction, l'esquisse de courants de gauche allant dans le sens de la volonté révolutionnaire des masses traduite par les militants de base et les cadres moyens de ces partis. C'est une nouvelle confirmation éclatante de l'analyse faite dès 1951 par notre Internationale : la progression révolutionnaire de la classe ouvrière s'effectue et s'effectuera PAR et DANS ses organisations de masse. C'est en direction de ces organisations et en leur sein que les militants révolutionnaires doivent poursuivre leur action.

Après la rupture des deux députés droitiers Magnani et Cucchi, qui devaient constituer plus tard un petit mouvement social-démocrate centriste, le P.C. Italien n'avait plus connu de difficultés intérieures sérieuses. Tandis que le P.C. Français devait enregistrer l'affaire Marty-Tillon et l'affaire Lecœur, Togliatti pouvait se vanter d'avoir derrière lui un parti vraiment « monolithique ».

Ce qui est arrivé dans les dernières semaines change un peu le tableau, même aux yeux des observateurs les plus superficiels.

DES PROCÉDES BUREAUCRATIQUES ET UN DEBAT INTERESSANT

En décembre 1953 un Comité Central du P.C. Italien constatant que la période statutaire entre deux congrès nationaux était passée (le dernier avait eu lieu au printemps 1951 et les statuts prévoient une convocation tous les deux ans) décidait de convoquer dans les six mois à venir les congrès provinciaux du Parti mais ne fixait pas si, après ces congrès locaux il y aurait un congrès national.

Les congrès des fédérations eurent lieu et, en général, les discussions furent plus vives que par le passé. Des voix critiques même, si ce n'est que sur des questions limitées, se firent entendre, par exemple à Rome et à Milan.

Le Comité Central laissa s'écouler plusieurs mois et ce ne fut qu'à la fin de juillet 1954 qu'il décida de ne pas tenir, après les congrès locaux, un véritable congrès national, comme l'exigeaient les statuts, mais de convoquer à sa place une conférence nationale à laquelle assisteraient des délégués désignés par en haut, précisément par les différentes directions provinciales. Cette conférence fut annoncée pour la mi-novembre. Mais la mi-novembre arriva et personne ne parla de la conférence. Finalement, quelques jours à l'avance, la convocation fut annoncée pour le 9 janvier et la conférence commença effectivement à cette date.

Toute la préparation avait été évidemment étrange. Mais ce qui arriva avait révélé les buts de la manœuvre de Togliatti. Les congrès provinciaux lui donnèrent l'impression qu'il y avait dans le parti des remous dangereux et il décida alors de remplacer le congrès par une conférence aux délégués strictement contrôlés. Mais il craignait encore une action des éléments critiques et il voulut empêcher qu'elle fut organisée : c'est pourquoi il fit remettre la conférence de deux mois et en communiqua la convocation peu de jours avant.

La situation dans le parti ne permettait pas d'empêcher toute forme de discussion. La direction décida donc d'admettre une discussion dans le journal du parti au cours du mois de décembre.

Certes la discussion fut très limitée, même du point de vue quantitatif; le journal publia une cinquantaine d'interventions dont la moitié au moins venant de membres du C.C. ou des dirigeants de la C.G.T. Mais malgré tout, le débat fut incontestablement intéressant. Des cadres moyens du Parti firent entendre des critiques sur des points très importants et des dirigeants même durent faire des aveux significatifs. Exemple :

Un militant a écrit (Unità 1-2-55) :

« Sur le réarmement allemand, il faut constater que la façon dont on a développé la lutte parlementaire a désorienté un peu les camarades. Pourquoi, pour une question d'une importance si vitale, a-t-on accepté les limitations dans la discussion (à la Chambre). Une lutte développée comme le fut celle contre le Pacte Atlantique ou contre la loi électorale majoritaire n'aurait-elle pas donné un essor à la lutte même dans le pays? La façon dont le débat fut développé ne donne-t-elle pas l'impression qu'on considère le réarmement allemand comme inévitable? »

Le Secrétaire d'une section romaine écrit, le 9 décembre :

« Les travailleurs ne croient pas qu'il soit possible de mener avec succès la lutte contre cette politique antidémocratique (du gouvernement et des patrons) en misant surtout sur la dénonciation d'une situation de plus en plus insupportable... Il y a encore trop d'organisations du parti et de masses qui croient pouvoir résoudre les problèmes des travailleurs seulement par des pétitions, des délégations, etc., activités qu'il ne faut pas abandonner mais dont il ne faut pas abuser surtout de la part des organisations syndicales. »

Le même argument était repris par un ouvrier de Livourne qui se déclarait d'accord, même au nom de ses camarades, et qui demandait « une lutte... moins parlementaire ».

Sur le plan syndical, il y a eu aussi des critiques très vives, surtout en ce qui concerne la tactique des luttes revendicatives. A ce sujet on a enregistré même l'intervention de dirigeantes locaux d'une certaine envergure.

Plusieurs militants se sont demandé pourquoi les gens ne fréquentent pas les sièges du parti et n'in-

terviennent pas aux réunions de cellules et ils ont répondu que la faute en était aux mœurs bureaucratiques qui règnent et empêchent de véritables discussions politiques. Un militant a fait à ce sujet une intervention remarquable :

« Toutes ces questions, a-t-il écrit, ne seront jamais résolues aussi longtemps que les fonctionnaires du parti estimeront que les camarades de la base sont un objet de la vie du parti tandis qu'ils doivent en être le sujet... Par ma propre expérience je sais qu'il y a justement à la base une différence remarquable entre les raisons, les impulsions et les convictions qui poussent quelqu'un à adhérer au parti et ce qu'il peut satisfaire de ces raisons, impulsions et convictions dans la vie du parti. »

LE LIMOGEAGE DE SECCHIA

Pietro Secchia était depuis la fin de la guerre l'un des dirigeants les plus connus du P.C. Italien.

Pourquoi a-t-il été limogé? Officiellement on n'a donné aucune explication. On a parlé d'un changement de fonction (il est devenu secrétaire régional

par Livio MAITAN

pour la Lombardie) et on lui a fait publiquement des éloges. En réalité, il y avait des divergences politiques entre lui et Togliatti, même s'il n'est pas facile de préciser ces divergences. Il suffit cependant de lire les interventions de Secchia aux dernières sessions du C.C., à la direction, à la conférence même, de lire aussi ses discours et certains de ses articles pour se rendre compte qu'il a, par rapport à Togliatti, des positions « gauchistes ». Il insiste sur l'action de la classe ouvrière, il demande un accroissement du travail du parti dans les syndicats, il souligne qu'il ne suffit pas d'avoir une organisation quantitativement forte pour résoudre le problème; il dit, comme d'autres l'ont dit pendant la discussion préparatoire à la conférence, que les résultats politiques concrets que le parti atteint ne sont pas proportionnés à sa force organisationnelle et à son attraction électorale. En général il utilise une terminologie qui est beaucoup moins erronée et même « réformiste » que celle, parfois paradoxale, de Togliatti et d'autres membres de la direction et du secrétariat.

Il représente donc une tendance centriste qui, fort probablement a des sympathisants dans de larges couches du parti, dans des directions locales et même parmi certains membres du Comité Central. Bien sûr il s'agit de positions pas tout à fait claires, défendues par des gens qui flottent, mais c'est quand même un courant qui se dessine.

On s'interroge sur les raisons pour lesquelles Secchia n'a été éliminé que du secrétariat et a été désigné à une fonction quand même importante — secrétaire d'une région telle que la Lombardie, où, entre autre, il y a une Fédération comme celle de Milan, qui est censée être dirigée par des éléments plutôt hostiles à la politique droitiste de la direction. Il y a deux possibilités : ou les rapports de force dans l'appareil même ne permettent pas à Togliatti, du moins pour le moment, une mesure plus radicale, ou on veut offrir à Secchia la possibilité d'une rentrée, en lui demandant de régler, lui-même, les comptes des éléments les plus dangereux.

LES GROUPES OPPOSITIONNELS D'ACTION COMMUNISTE

La deuxième fait important dont il faut parler, c'est la formation d'un groupe d'opposition clandestine qui s'est manifesté pendant la conférence mais qui a continué son activité même après.

Le jour où la conférence s'est ouverte, les délégués ont reçu, paraît-il, à leurs hôtels, un document imprimé, qui portait le titre suivant : « Pour une action communiste - lettre aux délégués à la conférence du P.C. Italien », sous la signature « Les camarades d'Action communiste ».

Dans son discours de clôture, Togliatti confirmait ce fait, en tâchant de discréditer les opposants par une insinuation du plus parfait style stalinien. (D'après lui, ils auraient eu les adresses des délégués par la police !)

Une dizaine de jours plus tard, les « camarades d'action communiste » se signalaient une deuxième fois en diffusant des tracts dans un meeting des partisans de la Paix à Milan.

Que disait le document diffusé à la conférence nationale? Il suffit de lire les premières phrases pour en comprendre la ligne :

« Deux raisons fondamentales ont inspiré à Livourne en 1921 la fondation du P.C. Italien; 1° l'urgence nécessaire d'une direction révolutionnaire dirigée vers

un but précis : le renversement de l'hégémonie capitaliste et la conquête du pouvoir de la part du prolétariat italien dans l'unité d'action complète avec le prolétariat mondial et dans l'esprit de la III^e Internationale; 2° le refus net des illusions parlementaires et constitutionnelles du social-réformisme... »

Deux conceptions fondamentales ont, par contre, caractérisé l'action du parti depuis 1945 : 1° la renonciation à une action révolutionnaire de classe en fonction du collaborationnisme avec les forces politiques de la bourgeoisie. Ce collaborationnisme a eu comme conséquence des manifestations nouvelles et ininterrompues de réformisme et d'illusions parlementaires; 2° Une ligne politique incertaine et indécise dans une perspective mythique de « démocratie progressive ».

Le document résume ensuite les conséquences de la politique de faillite et passe, dans un deuxième chapitre, à l'examen de la situation mondiale caractérisée par une montée des luttes ouvrières sans précédent.

« Tous ces événements de la lutte du mouvement ouvrier sur le plan international démontrent le degré de maturité des travailleurs, qui expriment de cette façon leur volonté de prendre en mains la direction de la société... Par contre, chez nous, en contradiction avec les succès des luttes du prolétariat international, on affirme que nous ne pouvons pas élargir et mener à bien, jusqu'au bout, les luttes ouvrières parce que n'existeraient pas « les conditions internationales favorables ».

D'après ce document, les communistes italiens auraient tort de penser que c'est l'U.R.S.S. qui inspire la politique actuelle du P.C. Italien. En réalité, l'U.R.S.S. développerait une politique correcte et, à maintes reprises, les dirigeants du P.C. Italien auraient été, en vain, rappelés à l'ordre. Seulement pendant une courte période, dans l'automne 1947, Togliatti et les siens auraient tenu compte des conseils des partis frères, mais pour revenir bientôt à leur politique opportuniste. Ensuite, le document décrit la situation où se trouvent les travailleurs italiens et souligne les responsabilités du parti et de la C.G.T. qui ont toujours évité une lutte véritable et n'ont pas riposté comme il fallait aux coups de la réaction. Le P.C. Italien se flatte de ses succès organisationnels et électoraux, en persistant dans ses illusions parlementaires. « Les succès électoraux et organisationnels — rappelle le document — ne modifient pas la situation du pays; ils ne représentent qu'un aspect de la maturité de la classe ouvrière. En effet, la politique du pays ne peut être modifiée que par la lutte ouvrière et par les résultats politiques et économiques de cette lutte... L'expérience démontre que les partis communistes peuvent remporter des succès électoraux très grands et renforcer même quantitativement leurs organisations sans résoudre leurs problèmes fondamentaux; au contraire, ils peuvent même être écrasés ».

Les quatrième et cinquième chapitres sont consacrés à une critique en général correcte de la presse et du régime intérieur du parti. (On accuse les dirigeants de bureaucratisme et de violation des règles de la démocratie interne, de la direction collective, etc.).

Dans la dernière partie il y a le programme de « l'action communiste ». Citons-en les passages les plus significatifs :

« Les communistes ne veulent pas confondre leurs principes et leurs buts sous le voile du possibilisme politique et du transformisme. Ils rejettent les illusions parlementaires et réformistes de l'idéologie bourgeoise... L'Etat démocratique est en crise et encore une fois il est attaqué par la réaction fasciste. La voie de la solution ne sera pas réalisée par l'utilisation de l'appareil d'Etat bourgeois, mort du point de vue historique, mais par la création d'un appareil nouveau d'hégémonie, dans lequel s'organise la classe ouvrière... Les formes de lutte doivent être de nouveau des formes décidées, offensives et on doit refuser les formes timides et qui temporisent. L'action des parlementaires du P.C. Italien doit de nouveau s'inspirer d'une pratique léniniste... »

« Cette action doit avoir pour but la formation d'une conscience hégémonique dans la classe ouvrière et doit susciter une avant-garde politique révolutionnaire qui oriente et lutte contre la situation actuelle de confusion, de démolition, d'illusions et de messianisme... Dans la vie intérieure du parti il faut établir le principe de la discussion politique et de la direction collective. »

« Les communistes doivent vivre davantage dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, dans la conscience qu'en luttant pour le socialisme dans leur pays ils donnent une contribution décisive à tous les peuples pour la paix, l'indépendance nationale et la libération sociale. »

Il faut ajouter que les militants « d'action communiste » déclarent qu'ils veulent continuer leur lutte à l'intérieur du parti communiste...

Louis-Gabriel Robinet, rédacteur en chef du *Figaro*, est allé porter à Saigon le chèque de 34 millions, produit de la souscription spectaculaire lancée par ce journal pour venir en aide aux réfugiés catholiques originaires du Nord Vietnam. Cette initiative hautement généreuse a reçu la bénédiction des sommités ecclésiastiques. Cardinaux et archevêques y sont allés de leur message. L'évêque de Bui-Chui, Mgr Pham Ngoc Chi, a d'avance « imploré les bénédictions divines sur les souscripteurs » qui n'auront pas fait gratuitement acte de générosité.

L'exode des catholiques est une des cartes maîtresses du gouvernement Diem qui n'existe que par la volonté de l'impérialisme américain. On ne peut exposer l'opération plus clairement que ne l'a fait la revue *Missi*, organe des missions étrangères : « Le gouvernement national, formé avant la division du pays, se sentait en porte à faux dans le Sud, beaucoup plus francisé, beaucoup plus colonisé, à tendance séparatiste et d'un patriotisme plus accommodant. En attirant beaucoup de réfugiés du Nord, on leur offrait la liberté, mais on recevait d'eux un apport de vie nouvelle et dynamique. Ils étaient plus disposés à faire une révolution nationale. On créait une masse de *manœuvre* et de *résistance*. Ces réfugiés, une fois établis dans le Sud, savent qu'ils ont tout à perdre à l'arrivée des forces Vietminh et par conséquent feront des troupes solides pour défendre le pays en cas de conflit, en cas de difficultés, en cas d'élections. »

Point n'est besoin de commentaires. Les raisons qu'avait Diem de provoquer l'exode des catholiques étaient impérieuses et on a employé les moyens efficaces pour aboutir au résultat voulu. On exposa aux paysans crédules que la Sainte Vierge avait quitté le Nord Vietnam, que Dieu était parti au Sud, que les Américains lanceraient la bombe atomique sur le Nord, que le Vietminh s'appropriait à se livrer à de terribles représailles, etc. Enfin, le corps expéditionnaire incendia avant de les évacuer divers villages avec leurs récoltes et embarqua la population dans ses camions.

Le cardinal Spellmann, celui qui entendit « le cor de Roland sonner à Dien-Bien-Phu », vint aux côtés de Diem célébrer sa messe dans les camps de réfugiés et leur prodiguer la bonne parole. Et le pieux M. Letourneau, du M.R.P., de s'exclamer à la tribune de la Chambre :

« Je prie Dieu que la noble Eglise du Vietnam, fille de l'Eglise de France, n'entre pas demain dans l'Eglise du silence. »

Cette immense sollicitude du clergé mêlée d'un bellicisme, d'un jusqu'aboutisme exacerbé, ne relève pas seulement de raisons spirituelles. Il faut savoir que les intérêts du clergé catholique occupent une place prépondérante dans les entreprises colonialistes de ce qui fut l'Indochine.

Souscription des « ulcérés de Dien-Bien-Phu », souscription de classe, souscription contre-révolutionnaire que celle des « honnêtes gens » du *Figaro*.

LES « GROS » SOUSCRIPTEURS :	
Syndicat général Industrie cotonnière	1.000.000
Esso-Standard, Paris	100.000
Fromageries Gervais, Paris	75.000
Cie Française des chemins de fer d'Indochine et Yunnan	100.000
Union des Chambres syndicales de l'Industrie du Pétrole, Paris	100.000
Cie des Messageries Maritimes	250.000
Sté Franç. des Distilleries de l'Indochine	50.000
Sté Ind. et Commerciale d'Annam	25.000
Cie Maritime des Chargeurs Réunis	250.000
Sté Hennessy et Cie, Cognac	100.000
Chambre syndicale de la Sidérurgie française	50.000
Cie Universelle du Canal maritime de Suez	500.000
Sté des Pétroles Shell Berre	100.000

QUELQUES NOMS CONNUS :	
Paul Reynaud	5.000
Frédéric Dupont	5.000
Pierre Taittinger	10.000
Mme J. de Peyerinhoff	1.000
Mme H. de Wendel	5.000
Edmond Barrachin	5.000

LA BONNE SOCIÉTÉ :
Comte Xavier de Montferrand
Princesse de la Tour d'Auvergne
Marquis de Puységur
Marquis d'Ormesson
Baronne Bro de Comeres
Comtesse de Segonsac
Prince de Mérode

ET CELUI-CI POUR LA BONNE BOUCHE :
A la mémoire de S.M. Louis XVI :
le Marquis de Maubrun, Versailles.

A L'ACTION CONTRE LA SALE GUERRE

« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la oppriment des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. La nationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des impérialistes au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population nationale opprimée et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation contre les peuples coloniaux. »

Extrait des « 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste »

Le ressort du dernier débat de l'Assemblée Nationale que l'on est loin de connaître encore toutes les horreurs qui ont été commises et qui se commettent encore.

Des députés élus par la grâce de l'administration et ennemis acharnés du mouvement nationaliste sont venus confirmer tout ce qui a été dit sur les procédés de la Gestapo algérienne et le régime de terreur et de destruction instauré dans les villages de l'Aurès, la Kabylie et ailleurs, frappant massivement toute la population. Les sinistres opérations Véronique et Violette ont été évoquées. Le gouvernement, par la voix du ministre de l'Intérieur et le président du Conseil, n'a pas songé à nier la réalité de ces faits. Piqué au vif, Mendès-France a répliqué en donnant certains détails sur le Maroc qu'il faut relever soigneusement. « ... Les prisons regorgeaient de détenus. Nous avons trouvé des détenus non condamnés, pas même poursuivis, qui étaient internés depuis trois ou quatre ans, ou plus encore. Ecoutez ceci : Nous avons trouvé dans les prisons du Maroc un enfant de huit ans qui y était depuis plus d'un an... » « Et M. Maurice Schumann m'est témoin que je ne dis pas le pire, car il est des choses que l'on n'ose pas dire à une tribune publique. »

La cause est entendue !

Il importe surtout de dégager les perspectives, au point où nous en sommes, afin d'envisager les moyens de mettre un terme à la guerre qui se mène contre le peuple algérien et le peuple nord-africain tout entier. Les paroles de Marx « un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre » ne doivent pas servir de formule passe-partout. Elles doivent inspirer l'action vigoureuse de toute la classe ouvrière. Le front de la lutte anticolonialiste doit cesser d'être un secteur secondaire, subordonné dans la bataille prolétarienne.

Une déclaration du Mouvement National Algérien

D'une lettre adressée par la direction du Mouvement National Algérien aux parlementaires, à l'occasion du récent débat sur l'Afrique du Nord, nous extrayons les passages suivants :

« A l'heure où vous siégez, plus de trois mille cinq cents Algériens sont enfermés dans les bastilles algériennes. Les procédés utilisés par la police pour leur extorquer des aveux rappellent avec beaucoup plus de sauvagerie ceux qu'avait subis le peuple de France sous l'occupation nazie. Les conditions dans lesquelles ils sont parqués dans les prisons et la façon dont ils sont condamnés n'ont d'égaux que celles de nombreux Français ont connus sous le régime de la Gestapo... »

« Depuis 1830, la situation du peuple algérien n'a pas cessé de s'aggraver. L'impérialisme français, qui a conservé sa cruauté et sa voracité sous tous les gouvernements de la France n'a pas laissé au peuple algérien d'autre alternative que de vivre en esclave ou mourir. Après s'être accaparé de tous les biens de l'Algérie, après avoir plongé le peuple dans un paupérisme endémique, après s'être emparé de l'administration du culte, de l'économie et de l'enseignement, il s'est employé, avec un racisme inouï, à supprimer aux Algériens toutes les libertés, même les plus élémentaires, et à l'Algérie son histoire et sa personnalité. Pénétrant et contrôlant toute la vie du peuple algérien, il s'est toujours opposé à la moindre émancipation des Algériens et leur a fermé toutes les voies légales de la lutte pour la liberté et le bien-être. »

« Face à cette odieuse domination colonialiste, le peuple algérien n'ayant pas d'autre moyen pour faire entendre raison à ses oppresseurs, prend aujourd'hui les armes pour défendre sa dignité et reconquérir ses libertés... »

« Le Mouvement National Algérien, porte-parole de la quasi-totalité du peuple, est convaincu que pour mettre fin au drame algérien, il convient d'ouvrir sans tarder un dialogue franco-algérien dans un climat de liberté et de confiance, préalablement créé par la libération de Messali Hadj et de tous les Algériens emprisonnés pour leur lutte anticolonialiste, ainsi que par l'arrêt de toutes les opérations militaires et répressives. »

« C'est la seule orientation à donner à la politique française en Algérie. Le sort du peuple algérien doit être décidé par le peuple algérien lui-même, dont l'appétit de la lutte et la solidarité sont un témoignage de sa volonté de vivre libre et indépendant... »

Le dilemme émis par Mendès-France, à savoir qu'il n'y a pour le capitalisme français que deux politiques : « celle qui repose sur l'entente, sur la confiance, sur le progrès, sur les réformes ; et celle qui repose en réalité sur la répression, la force et finalement sur le sang », ce dilemme est une construction de l'esprit qui ne correspond pas à la réalité du rapport des forces. Il importe assez peu d'être partisan de la manière douce ou du coup de poing. Nul ne saurait envisager la violence pour le plaisir.

Ce n'est pas par hasard que sous tous les gouvernements à tendance « démocratique », que ce soit en 1936 ou en 1945, la répression ne s'est point interrompue et a même pris un regain d'ampleur et de violence.

Il n'y a pas de solution aux maux dont souffre l'Afrique du Nord, en dehors de l'abolition du cadre colonial. Les réformes envisagées sont dérisoires et peuvent seulement souligner et aggraver le malaise. C'est tout le système de domination de l'impérialisme français qui est en cause et ce système ne saurait, en réalité « s'assouplir » sans signer sa condamnation à mort, tant il est arbitraire et dépassé par l'Histoire.

Des réformes assorties avec la répression ou la répression assortie de réformes, telles sont, en réalité, les deux variantes de la politique bourgeoise.

L'HOSTILITE de toute la classe ouvrière et de très larges couches périphériques à la « sale guerre » menée hier au Viet-Nam et conduite maintenant contre le peuple algérien est manifeste. Tout en émettant des protestations plus ou moins virulentes, les partis ouvriers et le mouvement syndical renoncent sciemment à organiser une action de masse puissante et systématique propre à

Pas un jeune du com

« Pour la démocratie ! Pour la liberté ! C'est pour cela que la presse, la radio, le cinéma me disent que je dois être soldat et que, s'il le faut, je devrai me faire tuer. Mais puis-je les croire ? Je suis prêt à me battre, mais pour quel but me battrais-je dans cette guerre ? »

Telle est une des questions que se pose le jeune devant l'avenir angoissant.

La réponse très claire leur est aujourd'hui donnée. Qu'il demande au frère, au copain, au voisin qui a été envoyé en Algérie, il saura à quoi servirait la guerre que prépare l'impérialisme. Maintenir un peuple sous le joug, faire le gendarme contre un peuple qui veut être libre et indépendant, voilà le but du gouvernement. Et c'est à l'échelle du monde que ce rôle devrait être joué par les armées bourgeoises dans une guerre mondiale contre l'U.R.S.S. et la Chine. C'est cela la réalité qui se cache derrière « démocratie et liberté » et que, comme en Corée, comme au Vietnam, la guerre en Algérie révèle.

C'est cette mauvaise cause dont on veut que les jeunes soient les « héros ». C'est pourquoi le Parlement bourgeois a instauré les dix-huit mois de service. Chaque jeune sait par son expérience personnelle qu'il faut beaucoup moins de temps pour faire un soldat même sachant manier l'armement moderne. Par contre, tous ceux d'entre nous qui ont fait leur service ont pu éprouver le système de vexations, de brimades, de discipline apparemment absurde qui fait la « force » de l'armée capitaliste. Il n'est pas dû à la bêtise, la routine des sous-ordres, mais beaucoup plus simplement à un système très conscient. Il ne faut peut-être que six mois pour savoir conduire un char ou se servir d'une mitrailleuse, il en faut bien dix-huit pour essayer d'abrutir, briser les jeunes, en faire les instruments d'une mauvaise cause.

Les organisations de la jeunesse ouvrière, U.J.R.F. et J.S., ainsi que toutes les organisations ouvrières ont comme devoir élémentaire d'empêcher que l'appareil militaire réussisse à abrutir les jeunes pour les faire servir contre les peuples colonisés et contre la masse ouvrière.

LE STATUT DE L'ALGERIE

Le statut élaboré sur l'initiative des socialistes et principalement de Depreux, ministre de l'Intérieur de l'époque, fut promulgué en septembre 1947. Il fut condamné pour des raisons opposées par les colons et par le mouvement nationaliste.

« L'égalité effective ».

Le Statut proclame « l'égalité effective entre tous les citoyens français » : « Tous les ressortissants de nationalité française des départements d'Algérie jouissent, sans distinction d'origine, de race, etc., des droits attachés à la qualité de citoyen français... droits politiques, économiques, sociaux, etc. »

Le Statut accorde pourtant une représentation de 60 députés à l'Assemblée Algérienne aux Européens, dont le nombre s'élève à 1 million et 60 députés à la population musulmane qui se monte à 9 millions. De même à l'Assemblée Nationale à Paris, les Européens et les musulmans sont chacun représentés par 15 députés. Dans les conseils municipaux d'Algérie règne la loi des trois cinquièmes qui ne permet pas aux musulmans, quel que soit leur nombre au sein d'une commune, d'être représentés par plus de deux cinquièmes des conseillers municipaux. Le poste de maire leur est automatiquement refusé par l'application de ce système.

Une assemblée domestiquée.

Diverses dispositions limitent très sérieusement les droits de cette Assemblée, œuvre principale du Statut, qui ne reflète en aucune façon la physiologie du pays.

« L'Assemblée est convoquée et ses sessions sont ouvertes et closes par arrêté du gouverneur général. » Les sessions de l'Assemblée ne doivent pas durer plus de six semaines. Il est prévu trois sessions dans l'année.

« Est nulle de plein droit toute délibération de l'Assemblée Algérienne relative à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions. »

« Les décisions prises par l'Assemblée doivent, pour devenir exécutoires, être homologuées par décret gouvernemental. »

L'Assemblée, enfin, « pourra être dissoute par décret du Conseil des Ministres », si elle se refusait de voter le budget ou si elle abordait des sujets non « légalement compris dans ses attributions ».

LE STATUT BAFOUE

A) Egalité des traitements et allocations.

L'article 2 est formel : « Des décrets détermineront dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, les conditions d'application de l'alinéa précédent, notamment en assurant l'égalité absolue des traitements, allocations ou pensions... »

M. Mitterand a confirmé officiellement à l'Assemblée Nationale qu'en fait d'égalité, les salaires d'Algérie étaient à 71,5 % des salaires métropolitains en juin dernier; ils sont à 73,5 % actuellement et furent au mieux à 77 % en 1951.

L'inégalité demeure flagrante, aussi, en ce qui concerne les allocations familiales. L'ouvrier algérien, père de deux enfants, perçoit 3.750 francs, contre 7.850 francs à son camarade français. Père de quatre enfants, il touchera 7.500 francs contre 18.250 francs touchés par l'ouvrier français. Le scandale est d'importance, puisque les patrons versent indistinctement le même taux de 16 % de la masse des salaires pour tous leurs ouvriers. On évalue que les allocataires algériens se trouvent ainsi frustrés de près de 450 millions par mois, soit de 5,5 milliards par an. C'est une escroquerie pure et simple accomplie par l'Etat.

B) Territoires du Sud et communes mixtes.

Le Statut est catégorique : « Le régime spécial des territoires du Sud est supprimée... » (art. 50). « Les collectivités locales algériennes sont : les communes et les départements; en conséquence, les communes mixtes sont supprimées. » (Art. 53.)

« En l'an 1955, huit ans après la promulgation du Statut, le régime des Territoires du Sud n'a subi aucune modification. On n'a pas davantage accordé à ce jour la suppression des communes mixtes. »

LES ELECTIONS PREFABRIQUEES

Non content de fixer en loi qu'un Européen vaut neuf musulmans et d'ériger une Assemblée dûment chaperonnée par le gouverneur général, l'impérialiste, embarrassé par ce bâtarde invertébré qu'est le Statut de l'Algérie, s'est senti dans l'obligation de défigurer grossièrement et basement la représentation populaire.

Les méthodes employées sont connues : terreur, urnes bourrées, falsification des procès-verbaux, etc.

Le témoignage du député M.R.P. Fonlupt-Espéraber est décisif et nul n'a cherché à le contester :

« Il est indiscutable que, dans le secteur que j'ai visité, les élections n'ont été ni libres, ni sincères : ce ne sont pas les électeurs qui ont choisi l'élu, c'est l'administration qui l'a désigné en employant les méthodes éprouvées dont, en Algérie, une expérience regrettable lui a enseigné l'usage. »

(Lettre adressée à Jules Moch, ministre de l'Intérieur, le 14 avril 1949.)

La clé de l'affaire nous est donnée par la déclaration que fit imprudemment M. Ciosi, ancien directeur du Cabinet de Naegelen au gouverneur général :

« Deux mois avant les élections (de 1949), nous avons fait procéder à un sondage sérieux à travers tout le pays, villes, villages, campagnes — rien ne fut négligé — afin de savoir quels seraient les résultats des élections. Lorsque nous vîmes les résultats de ces sondages qui donneraient 80 à 90 % des voix au « Mouvement du Triomphe des Libertés Démocratiques », vous pensez bien ! Nous avons pris nos dispositions, car nous ne voulons pas partir de l'Algérie, et nous demeurerons par la force si cela est nécessaire. »

R. L.

(1) Voir notre numéro de janvier.

des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la 3^e Internationale dans les colonies, d'exiger l'expulsion des impérialistes de la métropole, de nourrir des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des « 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste » II^e Congrès de l'I.C., - 1920

Le dilemme émis par Mendès-France, à savoir qu'il n'y a pour le capitalisme français que deux politiques : « celle qui repose sur l'entente, sur la confiance, sur le progrès, sur les réformes; et celle qui repose en réalité sur la répression, la force et finalement sur le sang », ce dilemme est une construction de l'esprit qui ne correspond pas à la réalité du rapport des forces. Il importe assez peu d'être partisan de la manière douce ou du coup de poing. Nul ne saurait envisager la violence pour le plaisir.

Ce n'est pas par hasard que sous tous les gouvernements à tendance "démocratique", que ce soit en 1936 ou en 1945, la répression ne s'est point interrompue et a même pris un regain d'ampleur et de violence.

Il n'y a pas de solution aux maux dont souffre l'Afrique du Nord, en dehors de l'abolition du cadre colonial. Les réformes envisagées sont dérisoires et peuvent seulement souligner et aggraver le malaise. C'est tout le système de domination de l'impérialisme français qui est en cause et ce système ne saurait, en réalité "s'assouplir" sans signer sa condamnation à mort, tant il est arbitraire et dépassé par l'Histoire.

Des réformes assorties avec la répression ou la répression assortie de réformes, telles sont, en réalité, les deux variantes de la politique bourgeoise.

L'HOSTILITE de toute la classe ouvrière et de très larges couches périphériques à la "sale guerre" menée hier au Viet-Nam et conduite maintenant contre le peuple algérien est manifeste. Tout en émettant des protestations plus ou moins virulentes, les partis ouvriers et le mouvement syndical renoncent sciemment à organiser une action de masse puissante et systématique propre à

gêner et à enrayer le déferlement des crimes colonialistes. Il est pourtant clair dans l'esprit de tout prolétaire conscient, que tout coup asséné au peuple algérien est un coup porté contre la classe ouvrière de la métropole.

La voie d'une lutte antiimpérialiste efficace est pourtant toute tracée. Le Parti Communiste nous en a donné un exemple glorieux à l'époque de la guerre du Maroc, en 1925. De nos jours, l'action unie organisée au sein de comités de masses qui prendraient l'initiative de vastes rassemblements et manifestations publiques de puissants mouvements de grève, prendrait une toute autre ampleur. Une telle action viendrait combler le retard contracté par le mouvement prolétarien par rapport à l'impétueux développement de la révolution coloniale depuis la dernière guerre mondiale.

On attend encore une manifestation de solidarité avec le peuple nord-africain, organisée par le P.C.F. et la C.G.T. au Val' d'Hiv'. Faudra-t-il attendre, comme pour le Viet-Nam, que le peuple algérien, tunisien ou marocain se soit libéré tout seul de ses chaînes ?

L'action doit s'organiser pour :

- L'ARRÊT DES OPERATIONS GUERRIERES ET DE LA REPRESSION ;
- LE RETRAIT DU CONTINGENT ET DES RENFORTS DE TROUPES ;
- LA LIBERATION DE MESSALI HADJ ET DES EMPRISONNES POLITIQUES ;
- LE RETRAIT DU DECRET INTERDISANT LE M.T.L.D. ;
- LE DROIT DU PEUPLE ALGERIEN A DISPOSER LIBREMENT DE SON SORT.

Robert LEBLOND.

Pas un jeune du contingent en Algérie !

« Pour la démocratie ! Pour la liberté ! C'est pour cela que la presse, le radio, le cinéma me disent que je dois être soldat et que, s'il le faut, je devrai me faire tuer. Mais puis-je les croire ? Je suis prêt à me battre, mais pour quel but me battrais-je dans cette guerre ? »

Telle est une des questions que se pose le jeune devant l'avenir angoissant.

La réponse très claire leur est aujourd'hui donnée. Qu'il demande au frère, au copain, au voisin qui a été envoyé en Algérie, il saura à quoi servirait la guerre que prépare l'impérialisme. Maintenir un peuple sous le joug, faire le gendarme contre un peuple qui veut être libre et indépendant, voilà le but du gouvernement. Et c'est à l'échelle du monde que ce rôle devrait être joué par les armées bourgeoises dans une guerre mondiale contre l'U.R.S.S. et la Chine. C'est cela la réalité qui se cache derrière « démocratie et liberté » et que, comme en Corée, comme au Vietnam, la guerre en Algérie révèle.

C'est cette mauvaise cause dont on veut que les jeunes soient les « héros ». C'est pourquoi le Parlement bourgeois a instauré les dix-huit mois de service. Chaque jeune sait par son expérience personnelle qu'il faut beaucoup mois de temps pour faire un soldat même sachant manier l'armement moderne. Par contre, tous ceux d'entre nous qui ont fait leur service ont pu éprouver le système de vexations, de brimades, de discipline apparemment absurde qui fait la « force » de l'armée capitaliste. Il n'est pas dû à la bêtise, la routine des sous-ordres, mais beaucoup plus simplement à un système très conscient. Il ne faut peut-être que six mois pour savoir conduire un char ou se servir d'une mitrailleuse, il en faut bien dix-huit pour essayer d'abrutir, briser les jeunes, en faire les instruments d'une mauvaise cause.

Les organisations de la jeunesse ouvrière, U.J.R.F. et J.S., ainsi que toutes les organisations ouvrières ont comme devoir élémentaire d'empêcher que l'appareil militaire réussisse à abrutir les jeunes pour les faire servir contre les peuples colonisés et contre la masse ouvrière.

RETRAIT DU CONTINGENT D'AFRIQUE !

Le retrait du contingent d'Afrique doit devenir la revendication de chaque jeune travailleur. C'est non seulement la défense des jeunes du contingent qui vont se faire mutiler et tuer pour que les colons amassent de l'or, c'est aussi un geste de solidarité indispensable à l'égard des peuples opprimés d'Afrique du Nord.

Aujourd'hui, l'U.J.R.F. et la Jeunesse Socialiste font campagne chacune de leur côté pour le retour du service militaire à quinze mois. Aussi insuffisant que soit ce mot d'ordre, l'unité d'action des deux organisations pour le défendre entraînerait dans l'action des masses de jeunes beaucoup plus larges que celles que chacune d'elle influence. Les actions unies d'il y a quelques années « pour les 50 % » en restent la démonstration. Un tel front unique des deux organisations en regroupant, en soulevant, en faisant combattre des masses de jeunes constituerait un réconfort et un exemple pour tous les mobilisés et plus spécialement pour ceux qui ont été envoyés en Afrique du Nord. Ce serait le premier pas pour le combat amenant leur retour en France. Une telle action romprait l'isolement dans lequel les jeunes du contingent en Afrique ont l'impression d'être laissés. Reconstruire, préserver le lien avec les travailleurs de France est indispensable pour qu'ils ne puissent être utilisés contre les partisans nord-africains.

Dans le même but, chaque usine, chaque organisation locale, chaque syndicat doit sans arrêt prendre des initiatives pour que les jeunes travailleurs sous l'uniforme ne soient pas démoralisés, excités, dressés contre les Algériens : des mandats, des colis, des lettres doivent sans arrêt les relier à leur classe qui n'a pas d'intérêts s'opposant aux peuples algérien, tunisien, marocain. Ces peuples et les travailleurs de France ont le même ennemi : l'impérialisme français. Par tous les moyens, nous devons empêcher l'appareil militaire de le cacher, de le faire oublier aux jeunes travailleurs français expédiés dans la guerre colonialiste.

Georges LESCURE.

La CLE de la SITUATION est de NOUVEAU en ALLEMAGNE

par E. GERMAIN

L'année 1955 est placée sous le signe de la montée du mouvement ouvrier allemand. La lutte contre le réarmement est entrée en une phase nouvelle. Elle devient le lieu géométrique où confluent toutes les contradictions de classe et progresse rapidement vers une épreuve de force de portée internationale.

Pendant des années, la lutte contre la remilitarisation était restée circonscrite au domaine des discours, des résolutions et des votes. L'avant-garde s'était efforcée d'entraîner les grandes organisations de masse vers une prise de position publique contre le réarmement. L'été 1954 vit enfin ces efforts couronnés de succès. De nombreuses sections du parti socialiste se prononcèrent contre toute forme de réarmement, rassemblant au Congrès de Berlin un tiers des mandats sur cette position intransigeante. Successivement le Congrès des Jeunesses syndicales, celui des métallurgistes, et finalement le Congrès de la Confédération syndicale elle-même, forte de six millions de membres, se rallièrent — du moins sur le papier — à cette position défendue, il y a deux ans, par une petite minorité de militants seulement.

Du Congrès syndical de Francfort jusqu'au début de l'année 1955, il y eut une période de flottement. Les bureaucrates réformistes, effrayés par leur propre courage, firent l'impossible pour que les décisions des Congrès précités restent lettre morte. Les larges masses, manquant de confiance dans la volonté des directions officielles d'engager une véritable bataille, ne voulaient pas se lancer spontanément dans la lutte. Ce fut de nouveau une petite minorité décidée de marxistes révolutionnaires, de syndicalistes révolutionnaires et de pacifistes radicaux, qui permit au mouvement de franchir une nouvelle étape.

D'abord, de tout côté, des sections locales du parti et des syndicats exigèrent l'application des décisions du Congrès de Francfort. Puis, les jeunes socialistes et syndicalistes organisèrent de petits cortèges de propagande dans plusieurs grandes villes. Ensuite, une grande série de meetings furent tenus plus ou moins spontanément en de nombreux endroits. Des représentants du gouvernement, qui y vinrent défendre le principe du réarmement, furent malmenés. A Francfort, 4 à 5.000 jeunes organisèrent une magnifique manifestation de rue qui exerça une profonde impression sur l'opinion publique. Finalement à Munich, le Congrès bavarois des syndicats adopta un programme d'action précis contre le réarmement.

Entre temps, l'opposition contre l'attitude passive des directions social-démocrates et syndicales prit des formes de plus en plus radicales. Au sein de ces directions, des courants défendirent, sous une forme plus ou moins adoucie, l'idée d'une campagne extra-parlementaire contre le réarmement. A la grande surprise des non-initiés, cette tendance eut vite gain de cause au sein de la Direction social-démocrate. Un meeting central à Francfort, tenu le 29 janvier, donna le signal d'une vague de réunions et de manifestations qui doit toucher 6.000 villes, villages et quartiers en Allemagne occidentale. Ainsi, les larges masses commencent à être touchées par le mouvement contre le réarmement.

LES OBJECTIFS IMMEDIATS DU MOUVEMENT

Ce qui précède fournit un exemple classique de l'interaction entre une montée ouvrière lente mais profonde, une activité audacieuse mais réaliste de l'avant-garde et un fléchissement continu de la résistance des appareils bureaucratiques, pris entre l'intransigeance de l'ennemi de classe d'une part, et la pression de leur propre base de l'autre. La IV^e Internationale peut être

fière d'avoir été la seule organisation ouvrière ayant prévu depuis 1951 pareille évolution !

Certes, la montée ouvrière est restée longtemps lente et irrégulière. Comment s'en étonner si l'on sait d'où a dû repartir le mouvement ouvrier allemand en 1945, quel a été le poids du fascisme, de la guerre, des destructions, de l'occupation, de la division du pays, de la misère jusqu'en 1949, de l'essor capitaliste à partir de cette date, quel a été l'effet démoralisant de l'occupation soviétique et de l'inertie social-démocrate.

Pour toutes ces raisons, il n'était pas sérieux de s'attendre dès le début à une brusque explosion de la « spontanéité des masses », sans une longue série d'escarmouches préparatoires, menées par l'avant-garde, au cours desquelles les masses s'aguerriraient de nouveau au combat, secteur après secteur.

C'était là, objectivement, la fonction des grèves économiques qu'on a connues à différents moments depuis 1950, et avant tout des grèves de l'année passée.

Même aujourd'hui, on ne peut pas encore dire que les larges masses sont entrées dans la lutte contre le réarmement. Elles attendent des actes, beaucoup d'actes, avant de se décider. Il faudrait une succession de démonstrations, de grèves d'avertissement, de meetings auxquels assisteront non plus des milliers mais des dizaines et des centaines de milliers de personnes, avant que l'ensemble du prolétariat ne soit mobilisé dans la bataille.

SALUT AUX TRAVAILLEURS Sarrois en grève pour leurs salaires et contre la répression

Qu'une solidarité Internationale agissante les soutienne dans leur combat

Mais déjà, au cours des dernières semaines, quelque chose a changé. ON A REMARQUE QUE N'IMPORTE QUELLE ACTION, SUR N'IMPORTE QUEL MOTIF, TENDAIT, DANS L'ESPRIT DES MASSES, A ETRE INTERPRETEE COMME UNE ACTION CONTRE LE REARMEMENT. Ce fut le cas pour la puissante manifestation des ouvriers de Hambourg contre une petite poignée de fascistes. Ce fut le cas pour la grève générale de 24 heures dans la Ruhr (mineurs et sidérurgistes). Il est aussi significatif qu'au moment même où la direction du syndicat des mineurs se réunissait pour discuter des mesures à prendre, face à une provocation patronale, et que beaucoup de « dirigeants » déclaraient qu'une grève était condamnée à l'échec, à ce même moment arriva la nouvelle que 12.000 mineurs s'étaient mis en grève spontanément, ce qui décida de l'issue de la réunion !

Pour le moment, le mouvement épars des militants et cadres moyens a été unifié par la direction social-démocrate. Celle-ci lui a donné un objectif très limité : exercer une pression sur le BUNDESTAG pour empêcher la ratification des traités de Paris. Mais au BUNDESTAG, la coalition bourgeoise dispose d'une majorité solide. Il est vrai que la première poussée ouvrière a suffi pour diviser plusieurs partis bourgeois, pour accroître les voix critiques au sein même de la coalition gouvernementale, pour semer la démoralisation et le défaitisme dans certains milieux capitalistes. Mais il serait illusoire d'espérer qu'Adenauer ne réussisse pas, malgré tout, à rassembler une majorité suffisante pour la ratification.

Que faire dans ce cas ? Certains ont voulu

avancer l'idée du référendum. Ce fut une idée utile au début de la campagne, il y a quatre ans. Cela reste une idée utile dans la mesure où il s'agit de faire des épreuves de forces locales, d'entraîner certaines couches nouvelles dans la bataille. Mais ce n'est plus un objectif suffisant pour l'ensemble de la bataille. La question du réarmement décide des RELATIONS DE CLASSE en Allemagne occidentale. En s'opposant à la création d'une armée bourgeoise, la classe ouvrière allemande pose en réalité la question du gouvernement, du pouvoir et de l'Etat. Elle le sent instinctivement, et ne se décidera à se lancer à fond dans la bagarre que le jour où on lui fixera un objectif politique précis : LE RENVERSEMENT DU GOUVERNEMENT ADENAUER, L'ORGANISATION D'ELECTIONS NOUVELLES, LA LUTTE POUR UN GOUVERNEMENT SOCIAL-DEMOCRATE ALLEMAND.

Inutile d'insister : toutes les élections partielles depuis un an ont démontré que le BUNDESTAG élu en septembre 1953 ne représente plus les véritables forces en présence dans le pays. A ce moment-là, la direction ouvrière laissait les travailleurs sans directives, sans ligne, sans réponse aux grands problèmes de l'heure : toute la masse flottante d'électeurs petits-bourgeois vota pour Adenauer. Aujourd'hui, les organisations ouvrières se prononcent clairement contre le réarmement : elles deviennent un aimant pour les classes moyennes hésitantes. La question du réarmement est une question de vie ou de mort pour le peuple allemand : il faut que le peuple puisse se prononcer à ce sujet et choisir en rapport avec sa décision le gouvernement apte à la respecter.

LES CARTELS LOCAUX D'ACTION COMMUNE

Adenauer s'accrochera, bien entendu, au BUNDESTAG actuel, jusqu'à la dernière minute. Si le mouvement des masses est assez puissant pour le renverser malgré tout, qui convoquera le nouveau Parlement, qui organisera les nouvelles élections ?

Imperceptiblement, — surtout pour ceux qui ne veulent pas voir — des germes d'un nouveau pouvoir naissent aujourd'hui en Allemagne occidentale. Partout où les organisations de masse préparent, localement, de grands meetings, ils constituent des cartels d'action commune pour les organiser. A côté des directions locales du S.P.D., des syndicats, des organisations de jeunesse, on y invite nombre d'intellectuels de gauche, de pacifistes, de petits-bourgeois « compagnons de route ». MAIS ON EST OBLIGE, pour assurer le succès des meetings, D'Y INVITER EGALEMENT DES DELEGATIONS DES GRANDES USINES. Les chefs réformistes voudront limiter naturellement l'activité de ces cartels à la préparation de quelques réunions « pacifiques ». Les révolutionnaires doivent s'efforcer d'y faire déléguer le maximum de représentants d'entreprise, de les rendre plus ou moins permanents, de leur faire préparer des manifestations de rue et des grèves d'avertissement, de les fédérer par districts et par provinces, de leur insuffler un esprit d'audace et de confiance illimitée dans les forces du prolétariat. Ainsi, on prépare leur rassemblement national dans un grand Congrès ouvrier.

A ceux qui bavardent sur la préparation de la grève générale, il faut répondre : « Voici les organismes idéaux pour préparer et organiser adéquatement cette grève ! » Ceux qui veulent un référendum ne peuvent imaginer aucune forme d'organisation plus apte à mener à bien cette entreprise que de tels cartels. Ceux qui réclament le « front unique » doivent venir renforcer les rangs de ces cartels, non pas com-

(SUITE EN DERNIERE PAGE)

De tous
les Pays

ETATS-UNIS

Vers l'unification syndicale.

L'A.F.L. et le C.I.O., les deux centrales syndicales américaines ont décidé de fusionner. Malgré certains obstacles qui subsistent l'unification semble probable. Si elle se réalise 15 millions de travailleurs représentant la quasi totalité du prolétariat organisé seront regroupés dans une seule organisation.

Le C.I.O. est né des grandes grèves sur le tas des années 1936-37, préconisant les fédérations d'industries de préférence aux syndicats de métier de l'A.F.L. et des méthodes et des conceptions plus militantes que celles de l'autre centrale. Mais pour l'essentiel la flamme de ses débuts s'est éteinte, noyée dans le flot réactionnaire de l'après-guerre. Et c'est sur la base de la plus abjecte collaboration de classe que les deux directions se sont entendues.

Il ne faut pas sous-estimer toutefois l'importance de ce rapprochement. Face au front unique des capitalistes une organisation unie aura plus d'efficacité dans les luttes éventuelles. Elle représentera pour les travailleurs inorganisés un pôle d'attraction considérable. Bien plus, lorsque les développements de la situation mondiale mettront fin à la « paix sociale » qui règne aux Etats-Unis, une maturation importante pourra se produire au sein de la fédération unifiée. La pratique des luttes communes permettra à des milliers de militants syndicaux de prendre conscience de leur puissance. La création d'un parti politique de la classe ouvrière ouvrira la porte à de nouvelles évolutions. Sur cette voie la fusion de l'A.F.L. et du C.I.O. est un événement dont on ne peut négliger l'intérêt.

Amérique Centrale.

DANS LE ROYAUME DE L'UNITED FRUIT

Des forces partielles du Nicaragua ont envahi le Costa-Rica ; après plusieurs jours de batailles, elles ont été mises en échec. L'organisation des Etats américains, devant laquelle l'appel avait été fait, ne s'est pas départie d'une prudente réserve. C'est qu'elle prend l'heure aux Etats-Unis, où siègent aussi les bureaux de l'United Fruit. C'est la grande compagnie qui a fomenté et soutenu l'agression contre le Costa-Rica. Elle reprochait au gouvernement de ce pays, pourtant anticommuniste, d'avoir légèrement porté atteinte aux avantages dont elle bénéficiait. Le libéralisme, même le plus incertain, n'est pas de mise en Amérique Centrale où l'United Fruit voudrait voir régner partout les dictateurs soumis à ses directives, réactionnaires, tels Somoza au Nicaragua.

Mais les masses n'ont pas dit leur dernier mot. Au Guatemala même, malgré la répression, les paysans résistent les armes à la main aux forces gouvernementales qui veulent leur faire restituer leurs terres à l'United Fruit. Dans ces petits pays aussi, les luttes violentes actuelles annoncent le règlement de compte final qui se prépare entre le capitalisme et les masses.

Moyen-Orient.

LA CRISE DE LA LIGUE ARABE

L'impérialisme cherche à maintenir le Moyen-Orient dans un corset de fer, à seule fin d'assurer les privilèges des compagnies pétrolières et de s'assurer une série de bases militaires fermes. Le Pakistan, d'une part, la Turquie, de l'autre, constituent pour lui, aux deux extrémités de cette région, des appuis absolument sûrs. Récemment, un pacte militaire a été projeté entre la Turquie et l'Irak ; F. Dulles a déclaré que l'opération était « constructive », car, à ses yeux, elle consolidait le contrôle américain.

Mais l'Egypte, entraînant plus ou moins les autres Etats arabes, a immédiatement protesté, réuni le Conseil de la Ligue Arabe et mis l'Irak en accusation. Le gouvernement du Caire est bien loin d'être hostile à l'alliance américaine : son évolution récente l'a montré. Mais les milieux bourgeois égyptiens veulent consolider leur situation politique et économique en s'assurant une certaine suprématie sur les autres pays arabes. Une telle prééminence leur permettrait aussi de négocier à meilleur compte avec l'impérialisme. La Ligue Arabe est un instrument important pour la réalisation de ces visées ; et l'Egypte a craint que l'alliance directe de l'Irak avec un pays inféodé à l'Occident ne soit un ferment de dissolution de la Ligue.

RHODESIE.

GREVE DES MINEURS

Les travailleurs surexploités des mines de cuivre de Rhodesie, en Afrique du Sud, ont déclenché une grève qui a duré de longues semaines, malgré les licenciements prononcés par les patrons. La lutte a pris un caractère aigu du fait des conditions extrêmement misérables des ouvriers de cette région. Les cours du cuivre sur le marché mondial ont été ébranlés par ce mouvement. C'est une preuve de l'importance qu'aura, dans les années à venir, le mouvement émancipateur des masses africaines.

5 ans après avoir été chassé du continent par le peuple chinois, Chang Kai Chek, le sanglant dictateur, se maintient dans l'île de Formose grâce à l'aide de l'impérialisme américain. Formose ne représente qu'une infime partie du territoire de la Chine et la défaite de la réaction semble consommée malgré les déclarations hystériques de l'éternel maréchal. Mais en fait le maintien de ce bastion contre-révolutionnaire ne représente pas un petit problème, c'est, au contraire toute la question des rapports entre les masses révolutionnaires d'Asie et l'impérialisme qui se trouve journellement posée dans les mers de Formose.

Tous les voyageurs de retour de Chine insistent sur l'ampleur des campagnes menées par le gouvernement Populaire pour la libération de Formose. Tous soulignent également que la colère du peuple trouve sa justification dans le blocus des côtes chinoises par les pirates de Chang Kai Chek paralysant l'activité économique d'un centre aussi important que Changhaï. L'impérialisme favorise l'action du pseudo gouvernement de Formose car ses cercles dirigeants ont compris que le marché capitaliste mondial ne pourrait retrouver un semblant de stabilité qu'en effectuant la reconquête du marché chinois. Pour les leaders du Pentagone, Formose constitue une base inappréciable, de même que la volonté belléiste de Chang Kai Chek un prétexte sans pareil à des agressions futures.

A la fin de 1954, la situation s'est tendue dans la Mer de Chine ; après le bombardement de l'île de Quemoy par la Chine Populaire les Etats-Unis ont signé un pacte d'alliance avec le gouvernement de Formose ; dans une large mesure leur orientation politique et militaire dans cette région est liée aux provocations que peut commettre à tout moment Chang Kai Chek. Peu après le Président Eisenhower, a reçu du Congrès, puis du Sénat américain, le droit d'utiliser les forces armées américaines pour « attaquer s'il le juge nécessaire les concentrations populaires chinoises qui se formeraient dans un but offensif dans les îles du littoral chinois ou sur le continent même ». Eisenhower peut donc déclencher, quand lui et ses conseillers le jugeront nécessaire, une agression qui ne pourrait être que le prélude d'une conflagration générale.

Cette constatation est particulièrement inquiétante quand on considère que depuis plusieurs mois les milieux politiques et militaires des Etats-Unis s'interrogent sur l'opportunité d'un bombardement du continent chinois. Chacun se rappelle qu'au moment de Dien-Bien-Phu l'impérialisme américain a été à deux doigts de l'intervention. La revue américaine « Look » a publié récemment une série d'informations selon lesquelles après le bombardement de Quemoy le Comité d'Etat Major Interarmes s'est prononcé à une forte majorité pour le bombardement de la Chine Populaire. Eisenhower s'y est opposé pour des raisons d'opportunité qui ne seront pas toujours valables.

Voilà un démenti flagrant à tous ceux qui rêvaient tout haut de coexistence pacifique, de détente

et depuis lors la situation s'est aggravée encore ; les troupes populaires ont en effet occupé une nouvelle île proche de Formose. Les américains ont riposté en concentrant leurs forces aéronavales autour de Formose.

Quinawa, la Corée du Sud, le Japon sont le théâtre de préparatifs accélérés. La panique règne dans les milieux bourgeois japonais. Mais le gouvernement américain préfère ajourner une fois encore des décisions trop lourdes de conséquences, il décide de concentrer son appareil défensif autour de Formose et d'évacuer les autres îles, celle de Tachen en particulier.

En même temps une grande offensive diplomatique est lancée. Il s'agit de faire intervenir le sacrosaint conseil de Sécurité de l'O.N.U. et, en acceptant d'accueillir des représentants du gouvernement populaire, imposer une solution de compromis. La Chine renoncera à Formose moyennant quoi on lui accorderait certains avantages. Le but de cette manœuvre est éloquent. On évitait une lutte générale prématurée en conservant toutes les bases d'agression.

La Chine a répondu fermement à toutes ces offres hypocrites. Elle a refusé de siéger aux côtés du représentant de Chang Kai Chek, même si on lui ouvrait pour la peine la porte de service de l'O.N.U. Il semble par contre que l'U.R.S.S. envisageait la venue à l'O.N.U. des représentants de Pékin. Dans ce domaine il est toutefois difficile de démêler la vérité des hypothèses fantaisistes. Notons seulement la dernière initiative soviétique, la réunion d'une conférence des 5 Grands et des puissances asiatiques. Envisage-t-on à Moscou un nouveau Genève ? Les conditions sont différentes et les enjeux beaucoup plus importants encore qu'au Vietnam. Un compromis semble à la fois difficile et aléatoire dans cette région-clé des rapports entre l'impérialisme et la révolution.

Malgré tous les tours de valse diplomatiques, la réalité la plus tangible en Extrême-Orient reste la présence des forces américaines en mer de Chine et la volonté d'agression ouvertement manifestée à plusieurs reprises. Si l'on rappelle qu'un général américain va entraîner les troupes vietnamiennes, on peut voir dans toute la politique américaine en Asie la réplique du réarmement de l'Allemagne en Europe. Le Conseil du pacte du Sud-Est asiatique va se réunir dans quelques semaines, il ne laissera pas de côté le problème de Formose. Les militants ouvriers de tous les pays doivent organiser la réponse à ces manœuvres contre-révolutionnaires. Ils soutiendront la juste revendication de la Chine Populaire pour l'inclusion de Formose dans son territoire et la cessation de l'absurde comédie de la présence de Chang Kai Chek à l'O.N.U. L'agitation qui règne depuis plusieurs mois au sein du Labour Party contre la politique impérialiste en Asie est un exemple des possibilités qui existent pour une action commune des grandes organisations ouvrières internationales contre cette nouvelle épreuve de la préparation à la guerre.

J. ROBLIN.

A propos de l'affaire Djilas

Problèmes de la Démocratie Ouvrière

La justice yougoslave, en prononçant des condamnations mitigées, a montré le très grand embarras de la direction yougoslave qui a voulu régler par un tribunal un problème politique qui est essentiellement non seulement pour la Yougoslavie mais pour tous les Etats ouvriers : celui de la pluralité des partis ouvriers.

Nous avons dit, dans notre précédent numéro, que Djilas parvenait à peine à dissimuler son programme social-démocrate droitier. Ce programme, nous le condamnons. Mais la revendication du droit d'existence de plusieurs partis sur la base de l'Etat ouvrier est une autre chose que tel ou tel programme. Cette revendication est plus que légitime.

Les stalinien ont fabriqué une argumentation fallacieuse pour justifier en U.R.S.S., et ensuite dans les autres Etats ouvriers, l'existence d'un seul parti. Au début de la Révolution d'Octobre, les bolcheviks n'ont jamais songé à interdire l'existence du parti menchevik, des anarchistes, et même des social-révolutionnaires. Ce sont les exigences de la guerre civile qui les ont conduits à prendre des mesures draconiennes contre les autres partis, mais, ces mesures conçues que provisoirement.

Plus tard, la bureaucratie montante avait besoin d'étouffer toute vie politique. Elle exploita la situation exceptionnelle existante en matière de parti : non seulement, il ne fut plus question pour Staline de rétablir la liberté des partis sur la base de l'Etat soviétique, mais il supprima toute pensée critique dans le parti bolchevik même et transforma celui-ci de parti révolutionnaire en instrument politique de la direction du Kremlin. Son « socialisme » étant réalisé, les oppositions de classe dans le pays

n'existant paraît-il plus, il n'y avait plus de raisons pour des tendances, des fractions dans un parti et encore moins pour l'existence de plusieurs partis.

Au pouvoir dans d'autres pays, les stalinien y ont purement et simplement transporté le système du parti unique.

Mais les problèmes posés par la vie ne peuvent être escamotés. C'est en Yougoslavie, par suite de la rupture avec le Kremlin, que les différenciations politiques se sont manifestées le plus rapidement. Mais la Yougoslavie n'est pas une exception. Même en U.R.S.S. où la bureaucratie a plus que partout atomisé la vie politique, ce problème recommence à poindre (1).

Les bureaucraties ne peuvent diriger que dans la nuit politique. Mais la révolution ne réalise pas

P. FRANK.

(Suite page 10.)

(1) Tout récemment, à Moscou, dans les milieux scientifiques, Lyssenko était fortement pris à partie. On insistait sur la nécessité de « plusieurs écoles » dans les sciences naturelles pour la progression de celles-ci. C'est une conception très importante : la confrontation des tendances scientifiques, de leurs recherches, de leurs résultats, est vitale pour le progrès des sciences. Mais ceci n'est pas seulement vrai pour les sciences naturelles, ceci s'applique aux sciences sociologiques. La progression du marxisme révolutionnaire a été précisément le résultat de conflits de tendance au sein du mouvement ouvrier.

RECRUTEMENT A LA C.G.T.

Une grande campagne de recrutement a été lancée à la C.G.T.

Voilà certes une excellente initiative, devant la chute des effectifs syndicaux, il était grand temps de mettre l'accent sur cette question, car la victoire des travailleurs dans leur lutte contre le capitalisme ne peut se concevoir sans qu'ils soient organisés dans de grands syndicats...

Dans les entreprises, les militants redoublent d'efforts pour parvenir au but qui doit être de regagner les masses qui en 1946 étaient syndiquées.

Si le problème du recrutement ne se posait qu'en ces termes, il n'y a pas de doute que des résultats importants seraient atteints rapidement par la C.G.T., dans les entreprises les travailleurs donnant toujours environ 70 % de leurs suffrages aux candidats de la C.G.T. aux élections de délégués.

La désaffection des masses à l'égard du syndicat ne vient pas de leur incompréhension de la nécessité d'être organisé, mais d'autres raisons qui sont essentiellement politiques...

C'est la division syndicale qui représente aux yeux des masses, l'obstacle le plus important à leur adhésion au syndicat, car les échecs qui furent essuyés au cours des dernières années proviennent

en premier lieu de cet état de division.

Cet obstacle est important car les dirigeants de F.O. et de la C.F.T.C. ont déjà maintes fois refusé l'Unité d'Action avec la C.G.T. et on peut s'attendre à ce qu'ils ne reculent devant rien pour l'empêcher, ils ne plieront que devant la volonté de leurs militants, de crainte de voir ceux-ci les abandonner...

Ainsi l'obstacle constitué par la division syndicale ne résistera pas à la volonté des militants ouvriers mais pour que cette volonté s'exprime, il faut que la C.G.T. ouvre à la classe ouvrière les perspectives capables de la mobiliser.

La classe ouvrière est prête à renforcer les organisations syndicales, mais pour qu'elle surmonte sa méfiance envers la politique de la C.G.T., il faut que celle-ci fasse la preuve de sa volonté d'aller vers une victoire décisive sur le régime capitaliste, il faut pour cela que la C.G.T. propose un programme de Front Unique aux autres organisations, programme capable de soulever l'enthousiasme des larges masses, d'assurer leur mobilisation.

Ainsi seront assurées les conditions essentielles pour que les travailleurs rejoignent en masse la C.G.T., balayant la volonté anti-unitaire des dirigeants F.O. et C.F.T.C.

VATAUD.

SÉCURITÉ SOCIALE

Une reclassification ne touchant qu'une partie du personnel a ranimé le mécontentement latent depuis 1953

CHAUSSON

On a parlé ces temps-ci d'un patronat de combat et ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que le patronat s'organise de plus en plus de façon à exploiter ses ouvriers au maximum.

Dans l'industrie automobile en particulier, où les carnets de commande sont pleins en ce moment, le mode de travail par équipes se généralise. Mais au lieu des 3x8, qui nécessitent plus de personnel, les patrons préfèrent les 2x9 et même les 2x10. Dans certains ateliers de chez Chausson par exemple, qui travaillent pour Simca-Ford (qui a inauguré également le même horaire), ils font les 2x9. Avec la demi-heure accordée pour manger, cela fait 8 h. et demi de travail, ce qu'ils faisaient avant de faire équipe. Avant le nouvel horaire, 90 voitures sortaient par jour. A l'heure actuelle, avec le même personnel qu'ils ont divisé en deux, chaque équipe sort 60 voitures, ce qui fait 120 voitures. Gain pour le patron: 30 voitures par jour.

C'est-à-dire qu'avec un minimum de personnel, ils obtiennent le maximum de rendement. Cela ne va pas sans heurts naturellement, car la cadence est dure à suivre, alors il y a menace de renvoi pour ceux qui ne suivent pas. Ils ont tout de même été obligés de rajouter un gars par-ci, par-là, car les machines elles-mêmes ont un maximum de rendement. Malgré les menaces les ouvriers montrent leur mécontentement. Ils ont déjà débrayé plusieurs fois pour leur boni. Ils sauront également lutter pour des cadences plus humaines, et le retour à l'horaire normal.

Correspondant.

dans cette branche des travailleurs.

Cette reclassification qui n'apporte que quelques points aux catégories touchées porte atteinte à certains avantages (polyvalence pour des guichetiers et contrôleurs). Les catégories non reclassées ont d'abord protesté avec raison et maintenant l'ensemble du personnel appuie leurs protestations et pose l'ensemble des problèmes particuliers en suspens depuis des mois.

Les divers ministres qui se sont succédés ont tous appliqué la même politique :

— Opposition à l'application de la Convention Collective et à l'augmentation des salaires.

— Ingérence de plus en plus grande du Ministre du Travail dans l'Administration de la Sécurité Sociale.

Les trois syndicats ont appelé à un débrayage de 3 heures dans la Région Parisienne. — 90 % de l'ensemble du personnel et des cadres ont fait grève 3 heures le jeudi 18 Février.

Vendredi 19 les Fédérations de trois syndicats se réunissent et doivent fixer sous quelle forme, l'ensemble de la Sécurité Sociale va manifester son mécontentement et appuyer ses revendications à l'échelle nationale et dans l'Unité.

La Bourgeoisie pleure un des siens

Lefauchaux, Président-Directeur général de la R.N.U.R., s'est tué dans un accident d'automobile. La presse de la bourgeoisie qui consacre tant de place dans ses journaux à cet événement, reste beaucoup plus timide sinon silencieuse lorsque ce sont des ouvriers de Billancourt qui sont tués à l'usine victimes des cadences et du manque de sécurité.

Si cette mort touche la bourgeoisie, qui perd en Lefauchaux un de ses meilleurs défenseurs, il n'en est pas de même des travailleurs de la plus grande usine de France. Ceux-ci se rappellent les combats qu'ils ont menés contre LEUR directeur (1947 à 1950) pour de meilleurs salaires; le procès qu'il intenta à Linet et Soulat, Secrétaires des Syndicats C.G.T. et C.F.T.C., lorsque ceux-ci eurent l'audace de dénoncer le « bilan truqué » de la Régie; les licenciements qui frappèrent 500 militants ouvriers au lendemain du 12 février et du 4 juin 1952; les démonstrations de milliers de C.R.S. convoqués par ce Directeur si humain, patrouillant à différentes reprises autour de l'usine pour intimider les travailleurs; le lock-out des 36.000 travailleurs de Billancourt en 1953, visant en vain à les dresser contre les grévistes du 74; les accusations « d'agitateurs professionnels » dont il gratifiait les militants communistes et cégétistes de l'usine, etc...

Les travailleurs se rappellent. Un patron s'en va, un autre va revenir. Il faudra encore lutter pour les salaires, contre les cadences, contre le patron qu'il faudra bien un jour arriver à éliminer complètement.

TROTSKY

Histoire de la Révolution russe (2 vol.) 1.800 fr.

"MA VIE"

Nouvelle Edition de la N.R.F. ; 1.150 fr
La Révolution trahie 600 fr.

Envoyez vos commandes à :

« La Vérité des Travailleurs »
64, rue de Richelieu - PARIS-2°
C.C.P. 6965-68 Paris

S.
E.
L.

(Suite de la page 9)

A propos de l'affaire Djilas

Problèmes de la Démocratie Ouvrière

d'un coup une homogénéité de la classe ouvrière, sans parler des couches des campagnes que le pouvoir ouvrier doit associer à son action. Les intérêts des diverses couches de la société ne sont nullement identiques et cela est vrai aussi des diverses couches de la classe ouvrière. Rien que pour cela, il est inévitable qu'il y ait des courants de pensée différents, dans le cadre de l'Etat ouvrier. Ce qui est vrai pour la classe ouvrière avant la révolution ne cessera pas d'être vrai même de nombreuses années après la révolution.

C'est donc en Yougoslavie que la question a été posée avec le plus d'acuité. Les dirigeants yougoslaves, placés devant le problème de la pluralité de partis dans le cadre de l'Etat ouvrier, ont répondu à la Staline. L'argumentation de Kardelj était qu'il fallait un seul parti... pour qu'il n'y ait pas de bureaucratie ! Inutile de chercher à comprendre. La logique n'a rien à voir en l'occurrence. Repoussant la demande de Djilas de construire un autre parti, ils ont chargé des magistrats de lui donner un avertissement.

Mais, jamais des tribunaux n'ont pu empêcher des courants politiques qui ont des racines dans les rapports sociaux de s'exprimer et éventuellement

de s'organiser. Djilas et Dediger tirent sur la droite et il est vrai qu'entre eux et le danger pro-impérialiste en Yougoslavie la marge existante n'est pas très large. Mais, de l'autre côté, sur la gauche, dans le P.C.Y., il y a tout un courant de gauche, celui qui a poussé Tito et son équipe à la résistance au Kremlin et qui est contre la politique d'alliance avec les impérialistes. (Dans ses articles, l'an dernier, Djilas avait reconnu la force de cette opposition qui ne fut pas entendue.) Ce courant parviendra à se dresser contre la politique opportuniste, empirique, de la direction Tito qui spéculait sur un très précaire équilibre entre deux blocs d'Etats et ignore la puissance du mouvement révolutionnaire des masses.

Une direction vraiment marxiste révolutionnaire n'aurait aucune difficulté à permettre à Djilas de s'exprimer. Son programme n'était pas celui du prolétariat révolutionnaire. La direction Tito a cru régler un problème politique par une intervention d'un tribunal, mesure qui se montre en la circonstance à la fois odieuse dans son essence et ridicule dans sa réalisation. Cette direction sera impuissante le jour où se manifesterait dans le P.C.Y., un courant qui la combattra au nom du marxisme révolutionnaire.

P. F.

UNE SEULE POLITIQUE DE CLASSE CONTRE LA GUERRE ET POUR LES SALAIRES

La dernière session du Comité Central du P.C.F. a conclu à la nécessité de renforcer la lutte pour les salaires, négligée dans les usines depuis quelques mois en raison de l'accomplissement de la tâche numéro 1 : la lutte contre les accords de Londres et de Paris.

Comme première mesure, nous avons assisté dans « l'Humanité » au lancement de la grande enquête : « Leurs figures », assurée par les écrivains communistes, traitant ainsi avec plus ou moins de talent des rapports entre patrons et ouvriers et à la publication d'articles de Benoît Frachon parfaitement documentés à propos des salaires (polémique avec le journal « Les Echos » concernant les salaires horaires des métallurgistes).

De même sur le plan syndical, les congrès de syndicats ou de fédérations C.G.T., le dernier C.C.N. de novembre, etc., tout en continuant la campagne pour la revalorisation des salaires, considérée comme la tâche numéro 1, adoptent des résolutions contre les accords de Londres et de Paris, affirmant l'importance de cette question DÉCISIONNELLE, INSEPARABLE de la lutte pour de meilleurs salaires.

D'où vient donc que les militants communistes, membres de la C.G.T., reconnaissent en réunion de cellule avoir « un peu négligé la lutte pour les salaires », au profit de la campagne de signatures contre les accords et qu'ils éprouvent, dans leurs assises syndicales, le besoin d'affirmer que la lutte des ouvriers n'est pas seulement « économique » et en conséquence, doit laisser plus de place à la lutte contre les accords de Londres et de Paris ?

D'où vient donc aussi, qu'avec ces mots d'ordres justes en soi : revalorisation des salaires, lutte contre la préparation à la guerre, auxquels on peut ajouter la lutte contre la sale guerre colonialiste en Afrique du Nord, cette politique n'obtient pas dans la classe ouvrière l'écho auquel elle pourrait prétendre ?

Les collectes de signatures, les délégations près des parlementaires sont de plus en plus considérées comme inefficaces, la fréquentation des cellules et des réunions syndicales baisse, alors que les effectifs des organisations ouvrières restent stables, que les élections de délégués dans les entreprises démontrent l'élargissement de l'influence de la C.G.T. et que les combats revendicatifs dans telle usine, tel atelier ou telle corporation témoignent que la combativité ouvrière reste intacte.

Si, en définitive, les résultats positifs restent décevants (stagnation des salaires, ratification des accords par l'Assemblée Nationale) et ne peuvent soulever l'enthousiasme de la classe ouvrière, c'est AVANT TOUT PARCE QUE L'ORIENTATION CLASSE CONTRE CLASSE QU'IMPLIQUE LA LUTTE POUR LES SALAIRES S'OPPOSE A LA POLITIQUE DE RECHERCHE DES « BONS BOURGEOIS », DE REGROUPEMENT NATIONAL qu'est jusqu'ici la lutte contre les accords.

Un militant ouvrier ne peut qu'être réticent devant cette politique contradictoire. A la politique de PRESSION SUR LA BOURGEOISIE, il faut substituer la LUTTE POUR LE RENVERSEMENT DE CETTE BOURGEOISIE.

Or, le combat pour l'augmentation massive des salaires, les 40 heures, etc., et le combat contre le réarmement ont ceci de commun : ils réclament LA CONSTITUTION D'UN GOUVERNEMENT CAPABLE DE LES REALISER.

C'est ce que nous appelons dans ce journal LES PERSPECTIVES qui sont le moteur de l'action ouvrière.

Mendès-France, hissé au pouvoir grâce aux voix des partis ouvriers P.C.F. et P.S., n'a donné ce du vent aux travailleurs. Un autre gouvernement bourgeois ne pourrait qu'accentuer la politique anti-ouvrière de la bourgeoisie.

Un gouvernement du P.C.F. et du P.S. réalisant le programme revendicatif défini à différentes reprises et séparément par la C.G.T., ou Force Ouvrière, et comprenant les 25.166 francs, revendication défendue en commun par les organisations syndicales ouvrières à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, les 40 heures payées 48, les 3 semaines de congé payé, le relèvement des pensions et retraites, etc., toutes revendications communes à la C.G.T. et à F.O., au P.C.F. ou au P.S., s'appuyant sur une action générale nationale, voilà ce à quoi aspirent les travailleurs.

C'est l'aboutissement logique de la grève des douaniers continuant pendant et après la chute du gouvernement, c'est ce que réclament les postiers et les fonctionnaires, quand ils revendiquent dans le budget de l'Etat une part faisant droit à leurs revendications, c'est ce que veulent les forgerons de Froncles battus par le trust Citroën aidé du gouvernement Mendès-France mais décidés à reprendre le combat pour de tels objectifs qui ferait capituler le patronat.

Les difficultés, les contradictions auxquels se heurtent les militants de la classe ouvrière disparaîtraient, le développement des luttes serait favorisé d'une manière extraordinaire par un tel langage de classe que doivent tenir avec les trotskystes les militants ouvriers et leurs organisations.

R. DUPARC.

Dans les Industries Chimiques

Dans notre dernier numéro, notre correspondant P. Cassade faisait le point de la situation existant dans les industries chimiques et posait les deux questions suivantes :

- La C.G.T. devait-elle signer les Conventions Collectives des différentes branches d'industries groupées au sein de sa fédération (« grande industrie chimifacultés actuelles ? que », pétroles, caoutchouc) ?
- Quelle ligne d'action adopter pour tenter de remédier aux dif-

C'est à ces deux questions primordiales qu'il répond :

Engagées depuis 1947, les discussions des Conventions Collectives dans les diverses branches d'industries des Chimiques furent l'objet d'un marchandage qui trouvait son explication dans la politique suivie à ce moment par la C.G.T. et bien entendu le P.C.F. Cette situation permit aux patrons de gagner du temps en attendant le moment favorable. Ils eurent de la patience et en furent récompensés en obtenant en 1953 la signature des syndicats scissionnistes et de la C.G.S.I. (qui ne représente absolument rien).

Ces conventions ne comportaient aucun accord de salaires. Un avenant sur cette question devait faire l'objet d'une discussion séparée entre patrons et syndicats signataires, la C.G.T. étant exclue bien entendu.

La C.G.T. était isolée, l'unité rompue, le patronat triomphant.

Pour la « grande industrie chimique », cet avenant vient d'être signé sur les bases suivantes :

— relèvement des barèmes minima de 14 %, c'est-à-dire pas un sou sur les salaires réels.

Où sont les intérêts immédiats des travailleurs là-dedans ?

Ainsi donc la C.G.T. bien qu'isolée reste celle qui n'a pas voulu participer à cette monstruosité, mais il s'en est fallu de peu.

Aujourd'hui où en est-on à la fédération C.G.T. des industries chimiques ?

Après l'abandon des 25.166 Frs par le C.C.N. et la priorité donnée à la lutte contre les accords de Londres et de Paris, les syndicats deviennent squelettiques, les assemblées de plus en plus désorientées.

Pourtant les ouvriers de ces industries qui sont féroceusement exploités (surtout les Nord-africains) ne tiennent pas pour battus et attendent l'organisation la plus représentative de la classe ouvrière des mots d'ordres concrets et UNITAIRES.

C'est donc à la direction confédérale et qu'il appartient de réviser sa ligne de conduite en relançant le seul mot d'ordre unitaire :

Les 25.166 frs pour 173 heures de travail et la conclusion d'accords de salaires nationaux sur cette base.

Reprenant ce mot d'ordre et le faisant aboutir, la situation actuelle des industries chimiques ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

P. CASSADE.

LE SCANDALE DE L'EDUCATION NATIONALE

Qui n'a éprouvé personnellement l'incroyable misère dans laquelle est plongée l'enseignement français ? Ecoles en nombre insuffisant, matériel scolaire délabré, classes surchargées, élèves refusés dans les lycées ou les collèges techniques faute de place, centres de recherches privés de crédits indispensables. Quant aux étudiants, on leur refuse le droit à des conditions de travail décentes. Ne parlons pas des enseignants, moins payés que la plupart des policiers ou des gendarmes.

Feu Mendès-France, « président des Jeunes », n'a rien changé à la situation que lui avaient léguée ses prédécesseurs. Rien d'étonnant à cela, car c'est toute l'orientation de la politique bourgeoise qui est la cause de la grande misère de l'éducation nationale. Tant que durera le règne du capitalisme en France, le droit au développement intellectuel sera contesté à des milliers de jeunes.

A l'heure actuelle, le problème le plus urgent est d'obtenir des crédits pour le budget de l'Education Nationale. Mendès-France avait proposé à l'Assemblée un budget tellement dérisoire qu'il avait suscité l'opposition presque unanime des députés ; comprenant le danger d'une lutte commune des étudiants et des enseignants, l'ancien président avait aussitôt déposé une lettre rectificative qui accordait quelques satisfactions aux étudiants (application du plan de construction, bourses, etc.) et une aumône aux enseignants (les instituteurs auront droit

à une augmentation annuelle de 8.000 francs !)

Après la chute du gouvernement, les problèmes restent intacts. On assiste même à une offensive anti-laïque de grande envergure : non seulement on envisage de fournir des crédits aux établissements privés d'enseignement agricole (projet St-Cyr), mais encore les crédits allouables à l'enseignement privé depuis le vote de la fameuse loi Barangé ont été étendus à de nouvelles catégories d'élèves. Nul doute que le retour du M.R.P. dans la majorité n'accentue encore ce cours officiel qui prive les écoles publiques de sommes qui leur sont indispensables.

Les étudiants veulent vivre, comme de jeunes travailleurs intellectuels ; c'est pour cela qu'ils réclament le pré-salaire. Les enseignants veulent être payés à un taux correspondant à l'importance du travail qu'ils fournissent. La venue d'un gouvernement nouveau ne peut que les inciter à reprendre l'offensive, en commun comme l'année dernière. Ils ne pourront se contenter de demi-mesures, ni se laisser arrêter par de nouvelles manœuvres de division tendant à favoriser certaines catégories sans satisfaire tout le monde. Mais tous doivent comprendre qu'ils n'obtiendront le succès qu'en s'engageant à fond aux côtés des syndicats ouvriers, dans une bataille générale contre le gouvernement, interprète de la bourgeoisie dans son ensemble.

Correspondant.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM Prénom
 Profession Adresse
 Abonnement Je vous adresse la somme de

ABONNEMENTS :

1 AN: France: 300 fr. - Etranger: 500 fr. Sous pli fermé: 600 fr.

La CLE de la SITUATION est de NOUVEAU en ALLEMAGNE

me représentants de sectes insignifiantes mais comme délégués de leurs entreprises ou de leurs syndicats. Personne ne peut naturellement garantir que l'histoire choisira cette forme, et cette forme seulement, pour faire naître le pouvoir ouvrier dans toute l'Allemagne. **MAIS SI LE MOUVEMENT DE MASSE PROGRESSE PAR BOND DANS L'ETAPE IMMEDIATE DEVANT NOUS, IL POSSEDE LA LE MEILLEUR INSTRUMENT DE SON AUTO-ORGANISATION, SORTI DE LA LOGIQUE DE LA LUTTE ELLE-MEME.**

Il y a quelques années, tout cela serait apparu comme un rêve absurde. Aujourd'hui, nous pouvons lire dans les événements ces lignes de force d'un avenir possible. Après le 17 juin 1953, aucun bond en avant du mouvement ouvrier allemand ne doit plus nous surprendre. Le 17 juin a montré quel feu couve sous les cendres. Le jour où les masses entrent en action dans leur ensemble, elles renouent avec les meilleures traditions du passé, traditions combien enrichies depuis lors par de douloureuses expé-

riences ! Sans aucun doute, l'exemple de la conscience de classe, du courage, des résultats pratiques obtenus par leurs frères de l'Est est un moteur réel du mouvement actuel. C'est grâce au 17 juin que les masses en Allemagne occidentale ont la certitude que l'action menée contre Adenauer n'aidera ni Ulbricht ni le Kremlin, mais aboutira à une Allemagne socialiste, à la démocratie ouvrière !

Dans ce sens, l'Allemagne est redevenue pour une période, peut-être courte, la clé de la situation en Europe. Une victoire du prolétariat allemand sur Adenauer, la constitution d'un gouvernement ouvrier dans toute l'Allemagne, représenteraient un tournant décisif de la situation mondiale et les répercussions seraient profondes aux Etats-Unis comme en U.R.S.S. Travailler pour cette victoire est aujourd'hui le devoir des révolutionnaires dans le monde entier. Dans toutes les organisations de masse, il faut mobiliser les travailleurs à l'aide du prolétariat allemand. Que la honte de 1933 ne se répète plus ! Qu'on n'abandonne plus les travailleurs

allemands à leurs ennemis ! Bas les pattes devant la classe ouvrière allemande : voilà ce qu'il faut dire aussi, dès aujourd'hui, aux capitalistes occidentaux qui calculent les chances d'une « action de police » contre le prolétariat, au cas où celui-ci viendrait à bout d'Adenauer.

Nous n'avons nulle illusion dans les qualités « révolutionnaires » de la direction réformiste. Celle-ci a été entraînée dans la lutte à son corps défendant. Elle la trahira tôt ou tard. Mais plus le mouvement s'élargit, grâce à la participation à la lutte, plus cher elle payera cette trahison. Déjà une nouvelle génération de dirigeants ouvriers se lève dans la lutte. Ayant passée par une expérience amère avec le stalinisme et le réformisme, cette nouvelle direction qui se trempera au combat, se présente dans d'excellentes conditions pour que, du point de vue de la création de la direction révolutionnaire également, la clé de la situation se trouve en Allemagne.

E. GERMAIN.

LA CRISE DE DIRECTION DE LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

DES APPETITS PLUS VIGOUREUX COMMENTENT A NAÎTRE, DES COURANTS PLUS RADICAUX A SE DESSINER, LA POLITISATION DES MASSES SOVIÉTIQUES ET MEME DE SECTEURS IMPORTANTS DE LA BUREAUCRATIE A S'ACCENTUER. LA VIE POLITIQUE SOVIÉTIQUE, DEPUIS SI LONGTEMPS FIGÉE DANS LE CORSET DE FER DU REGNE DE STALINE, COMMENCE À SE DEGELER RAPIDEMENT. Et ce, avec une force potentielle d'autant plus explosive que les progrès économiques et culturels en U.R.S.S., particulièrement après la guerre, en interaction avec les progrès réalisés par la révolution dans le monde entier pendant cette même période, allaient fondamentalement à l'encontre de la sclérose bureaucratique et policière avancée du régime de Staline. Il a suffi que l'impression soit créée d'une certaine liberté littéraire pour donner une éclosion de pièces de théâtre et de romans stigmatisant la structure bureaucratique du régime instauré par Saline.

La direction « collective » établie par les successeurs de Staline en tant que nécessité primordiale pour leur propre survie dans une première phase, s'est vue vite entraînée par les courants profonds que ces mesures encourageaient objectivement.

Dès ce même moment, les frictions entre ses membres ne pouvaient que s'accroître et s'exacerber. Il s'agissait de trouver une formule conciliant le prolongement du règne politique de la bureaucratie soviétique avec une situation objective intérieure et extérieure de plus en plus mouvante et explosive.

La voie à suivre pour éviter un naufrage collectif devenait de plus en plus difficile, ni la situation intérieure ni la situation extérieure ne laissant un véritable répit aux successeurs pour trouver en toute sécurité les moyens de gouverner « collectivement » en paix et efficacement.

Béria fut la première victime de sa tentative ou simplement de l'éventualité d'une telle tentative de s'imposer au sein de la « direction collective » par la force encore grande à l'époque de sa police. Il servit aussi de bouc émissaire le plus commode pour mieux assoir la popularité du reste de l'équipe, débarrassée de ce « l'archipolicière » haï.

Mais à peine étaient-ils restés entre eux que les continuateurs de l'équipe se voyaient déjà insensiblement divisés par de nouvelles tendances opposées qui maintenant sont devenues claires. L'UNE, A LAQUELLE APPARTENAIENT MALENKOV, MIKOIAN, REPRESENTAIENT LA PARTIE LIBERALE DE LA BUREAUCRATIE, ENGAGÉE DANS UNE POLITIQUE QU'ELLE VOULAIT CONSCIEMMENT DIFFERENCIER DE CELLE DE STALINE ET APPARAMMENT LA RATTACHER A CELLE DE LENINE, D'ELEVATION DU BIEN-

ETRE DES MASSES, DE LIBERALISATION RELATIVE DU CLIMAT INTERIEUR, D'ASSOUPLISSEMENT DES RAPPORTS AVEC LES PAYS SATELLITES, AVEC LES PARTIS COMMUNISTES ET, EN MEME TEMPS, AVEC LES PAYS CAPITALISTES. L'AUTRE, PLUS RIGIDE, ENGLOBBANT LES ELEMENTS BUREAUCRATIQUES DU PARTI « DISCIPLES DE STALINE », INCARNEE PAR KHROUCHTCHEV, ET QUI JOUIT TRES PROBABLEMENT DU SOUTIEN D'UNE IMPORTANTE FRACTION DE L'ARMEE, CHERCHAIT A EVOLUER EN QUELQUE SORTE A MI-CHEMIN ENTRE LA « LIGNE MALENKOV » ET L'ANCIENNE LIGNE DE STALINE.

C'est cette dernière tendance qui prit de l'avance durant toute l'année 1954, à la suite de conditions intérieures et surtout de conditions extérieures favorisant provisoirement son développement.

A l'intérieur, la ligne Malenkov - sans satisfaire personne, sans aboutir à une substantielle élévation du niveau des masses ni à une véritable libéralisation - avait renforcé les appétits et réactivé les courants critiques radicaux. A l'extérieur, elle avait favorisé objectivement les tendances centrifuges dans les pays satellites et les Partis communistes et encouragé les impérialistes lancés dans une ratification précipitée des accords de Paris et du réarmement de l'Allemagne de Bonn.

Ce sont, entre autre, les revers subis par la diplomatie soviétique après la Conférence de Genève qui ont incité la tendance Khrouchtchev à renforcer son offensive contre une ligne jugée, par sa dynamique, liquidatrice des positions dominantes de la bureaucratie. Les interventions fréquentes de Khrouchtchev depuis cette date, dans toutes les grandes occasions d'ordre intérieur et extérieur, qui éclipsait de plus en plus la personnalité de Malenkov y compris dans les domaines relevant de la propre compétence de ce dernier ; l'annonce d'une contre-offensive de style « jdanoviste » contre les courants de dégel dans les arts, la littérature et les sciences ; la tentative d'une nouvelle mise en valeur du culte de Staline lors de l'anniversaire de sa naissance, devenaient autant de signes de l'avance prise par la tendance Khrouchtchev.

Tout cela atteignit son point culminant à la session du Comité Central du Parti communiste de l'U.R.S.S. de janvier 1955 où fut scellée la défaite de la fraction Malenkov et décidée la convocation du Soviet suprême pour entériner ces décisions. Les motifs de démission de Malenkov sont choisis pour mieux justifier la fraction victorieuse. Malenkov se voit obligé de faire son « autocritique » en tant que responsable des insuccès de l'agriculture, tout en attribuant à Khrouchtchev le bénéfice des mesures prises en faveur des paysans.

LA VICTOIRE DE KHROUCHTCHEV EST CELLE DE LA FRACTION DES ELEMENTS « COMITARDS » DU PARTI, APPUYEE PAR UNE FRACTION DE MILITAIRE QUI ONT DEJA CONTRIBUE A LA CHUTE DE BERIA ET AUX COUPS PORTES CONTRE L'OMNIPOTENCE DE LA POLICE. ELLE S'EFFORCERA D'ERIGER UN BARAGE PLUS EFFICACE CONTRE LA FLUIDITE DE LA SITUATION INTERIEURE, TOUT EN RAIDISSANT SON ATTITUDE A L'EXTERIEUR.

Mais elle ne pourra ni revenir purement et simplement au STATU QUO ANTE ni se stabiliser. Elle est déjà obligée de présenter la primauté à accorder à l'industrie lourde comme indispensable à l'essor qui doit continuer de l'industrie légère et de l'agriculture. La manière dont s'est dénouée cette fois la lutte des deux fractions est à ce propos significative. Le rapport des forces entre elles a imposé des moyens, en apparence au moins, « idéologiques », de « discussion », « d'autocritique », sans calomnie ni exécutions sommaires.

La crise continuera. Dans le cas d'une nouvelle aggravation de la situation internationale et de la fluidité persistante à l'intérieur, Boulganine qui représente l'ultime pont du Parti à l'armée pourrait céder la place à un porte-parole plus direct de l'armée.

La question sera tranchée en définitive par la dynamique de la lutte des masses à l'intérieur de l'U.R.S.S. et internationalement. C'est l'action des masses soviétiques aidées par le prolétariat international qui mettra en échec les bureaucraties, renversera leur pouvoir et fera renaître pleinement la démocratie soviétique.

Un nouveau coup vient d'être porté au prestige de la direction de la bureaucratie soviétique, en U.R.S.S. même et dans les Partis communistes de par le monde attachés au Kremlin. Il en résultera une accentuation des tendances et du climat critiques aussi bien en U.R.S.S. que dans les Partis communistes.

Il n'y a pas actuellement au monde de forces capables d'arrêter le processus révolutionnaire profond et fondamental qui marque la seconde moitié de notre siècle, et dont la dynamique n'aura qu'une conclusion : balayer à la fois le régime social capitaliste et les régimes politiques bureaucratiques instaurés en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires à la faveur du caractère arriéré de ces pays et à une période où le potentiel de la révolution prolétarienne était encore limité.

VIVE LE POUVOIR DEMOCRATIQUE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS EN U.R.S.S. ET DANS LE MONDE ENTIER !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE !

VIVE LA IV^e INTERNATIONALE !
Le 9 février 1955.

Le Secrétariat International de la IV^e Internationale.